COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°25 (N°107) – 1,50 € **3 JUIN 2006**

24 (106)

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Après la défaite des Chirac, Villepin et Sarkozy sur le CPE : S'organiser, combattre pour en finir avec Chirac, son gouvernement, la « majorité » UMP, la V^e^ république

Situation de crise au sommet de l'Etat : une conséquence immédiate de la défaite du gouvernement

Le 10 avril, Chirac et Villepin devaient se résoudre à retirer le Contrat Première Embauche, après avoir concocté avec les directions syndicales un dispositif visant à minimiser l'impact de cette première défaite politique subie sur le terrain direct de la lutte des classes depuis 2002.

Le 13 avril, une perquisition était organisée au ministère de la défense, dans le bureau de M.Alliot-Marie, au sujet de « l'affaire clearstream », qui allait rapidement prendre une ampleur considérable, provoquant des appels à la démission de Villepin jusque dans les rangs de l'UMP, notamment par la bouche de François Fillon, bras droit d'un Sarkozy dénonçant pour sa part les « *apprentis comploteurs* » d'un gouvernement auquel pourtant il appartient.

Il ne s'agit évidemment pas d'une coïncidence, d'autant que l'on sait maintenant que cette affaire occupait Chirac et Villepin, quel que soit le ministère officiel de ce dernier, depuis au moins deux ans, et que Sarkozy était au courant.

C'est une des conséquences de la défaite politique essuyée par le gouvernement en retirant le CPE.

En effet cette défaite a été au premier chef celle du couple Chirac-Villepin qui dirige l'Etat main dans la main depuis des années, lequel Villepin a payé le prix fort d'avoir tenté de passer en force, sur le CPE, sans recourir au préalable à la concertation et au dialogue avec les bureaucraties syndicales, car il voulait réaffirmer ainsi le caractère bonapartiste de la V^e^ République.

Cette défaite, s'ajoutant sur ce plan au « non » du 29 mai dernier, signifie entre autres pour le grand capital qu'il est impensable que l'équipe de Chirac continue de diriger (et d'accaparer) l'appareil d'Etat après les prochaines élections. C'est pour Chirac et sa clique un affaiblissement considérable, la perte annoncée de leur pouvoir de rétorsion et de promotion. C'est cela qui a ouvert la porte à l'engagement de règlements de comptes violents entre les différentes factions et clans de la bourgeoisie française, sur le terrain judiciaire et médiatique.

Avive cet affrontement la volonté de faire payer à Chirac et Villepin le fait qu'ils aient, avec le CPE, interrompu momentanément la continuité jusqu'ici sans faille depuis 2002 des contre-réformes (danger contre lequel, l'éditorial de notre précédent numéro l'avait rappelé, avaient mis en garde des ministres – Larcher – et, entre autres, le journal *Le Monde*).

Jusqu'où iront ces règlements de comptes, ces affrontements, cette crise au sommet de l'Etat ? Impossible de le dire. Mais cette affaire Clearstream est d'ores et déjà riche en enseignements d'un grand intérêt politique.

(Suite page 2)

Sommaire:

* EDITORIAL :S'ORGANISER, COMBATTRE POUR EN FINIR AVEC CHIRAC, SA « MAJORITE », LA VE REPUBLIQUE.....P.1
* NOTES SUR LA SITUATION INTERNATIONALE.....P.8
* ITALIE : APRES AVOIR FAILLI PERMETTRE A BERLUSCONI DE SE MAINTENIR, PRODI ET SA COALITION POURRONT-ILS POURSUIVRE L'OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS ? P.16
* VENEZUELA, LE « SOCIALISME DU XXI EME SIECLE » A L'EPREUVE DES FAITS, 2EME PARTIE : OU VA LE VENEZUELA ?.. .....P 24
* DERNIERE MINUTE : SERGE SELLERON – RATP.....P.33

Une affaire qui révèle les traits caractéristiques de l'impérialisme français décadent

Les affrontements au sommet de l'Etat font affleurer les traits les plus fondamentaux et somme toute ordinaires de ce qu'est le capitalisme français aujourd'hui, traits qui de coutume sont dissimulés derrière les rideaux de la « démocratie », des diverses institutions bourgeoises, et du dialogue social constant entre exploiteurs et oppresseurs d'un côté, et les directions syndicales de l'autre.

Les affaires en tout genre, les scandales financiers, sont consubstantiels au capitalisme. Mais ce scandale fait apparaître le visage des maîtres réels du pays: une côterie issue de la fusion pour ainsi dire organique entre les dirigeants politiques, l'armée, et les grands groupes de l'industrie et notamment de l'armement, les marchands de mort.

Il faut donner à ce titre des éléments du portrait d'un des protagonistes de cette affaire, le nommé Gergorin, vice-président d'EADS et « corbeau » à ses heures, portrait dressé par *Le Monde* dans son édition du 10 mai.
« *Jean-Louis Gergorin connaît le Tout-Paris ministériel, industriel, le gotha diplomatique (...), y compris dans la presse*». Membre de la même promotion de l'Ena que les Juppé, Perben, Fabius, Gallois, Spinetta ou Jérôme Clément, il s'en va travailler, déjà, au compte d'un groupe d'armement américain pendant des années. Avant de revenir travailler au ministère de la défense, et de se lier avec Villepin, dont l'anniversaire, apprend-on, est célébré dans l'hôtel particulier de Jean-Luc Lagardère ! Mais encore, indique *Le Monde*, ce qui fait la « valeur » de Villepin, c'est que « *à la direction des affaires africaines et malgaches, il a appris à explorer les réseaux du continent noir.* »

Ces « réseaux », ce sont ceux du pillage organisé de l'Afrique « décolonisée » (cf. l'article paru à ce sujet dans *CPS* n°19). Ce sont les réseaux du gaullisme, ceux des Foccart, des Pasqua, du Quai d'Orsay, ses diplomates – dont Villepin -, ses barbouzes. Ce sont tout particulièrement les « réseaux » de Chirac, dont il faut rappeler que le parrain en politique fut Dassault, Chirac qui assura cette continuité en Afrique subsaharienne, en d'autres termes qui encouragea, arma et défend en permanence les pires dictateurs et bouchers aux mains sanguinolentes que l'on puisse imaginer (Chirac déclara en 1999, hors antenne :« *il faut bien que les dictateurs gagnent les élections sans quoi ils n'en organiseraient pas* » cf. F-X.Verschave, *Noir Chirac*).

Au premier rang de ces dictateurs, on compte Idriss Deby, qui sévit au Tchad, grand pourvoyeur de chantiers et de marchés à des groupes tels Bouygues et Bolloré, et fauteur de tortures sadiques et brutales largement connues et dénoncées. Or, une nouvelle fois, à la mi-avril, Idriss Deby a reçu un soutien décisif de l'armée française pour repousser une offensive militaire hostile (avec les applaudissement de l'impérialisme américain qui a fait main basse sur le pétrole tchadien). Le but de l'intervention française Deby l'a mise par écrit, avec cynisme, à l'attention de Chirac : soutenez-moi, dit-il, pour garder le contrôle d'une place-forte stratégique : « *Le Tchad est un pont. Si le pont cède, on peut dire adieu à toute la sous-région. Ce serait encore plus grave que le conflit des Grands Lacs* ». A bon entendeur...

Voilà le vrai visage de la classe capitaliste française, voilà sur quoi elle appuie son pouvoir : des clans reliés organiquement aux plus grands groupes militaro-industriels, qui puisent leurs ressources ultimes dans le pillage meurtrier qui dévaste le continent africain.
Les voilà, les prétendus « démocrates », les hommes de dialogue avec lesquels les dirigeants syndicaux pratiquent le « dialogue social ». Les voilà les « hommes d'Etat » et autres « diplomates » répugnants auxquels des hommages incessants sont rendus, les voilà ces grands bourgeois devant lesquels le PS et le PCF s'aplatissent toujours, comme à nouveau en se refusant à évoquer, même du bout des lèvres, une exigence vitale pour qui entend combattre sérieusement l'impérialisme français: le combat dans l'unité pour « *troupes françaises, hors d'Afrique !* »

Et c'est à l'aune de leur attitude complice sur l'Afrique que l'on peut mesurer la portée de leur mise en question affichée aujourd'hui de la V^{e} République et des « réformes institutionnelles » qu'ils entendent y apporter.

A bas Chirac, à bas la V^{e} République !

Le second aspect essentiel de l'affaire Clearstream, c'est qu'elle débouche sur une mise en cause objective de la V^{e} République. Encore une fois, c'est le retour de bâton de la tentative de Villepin et Chirac, au travers du CPE, après l'instauration de l'Etat d'urgence, d'en réaffirmer ouvertement le caractère bonapartiste.

L'affaire Clearstream en a encore rajouté, en remettant à en évidence l'impunité incroyable, les pouvoirs énormes, dont jouit le président. Elle a jeté un coup de projecteur sur les cabinets noirs et leurs coups tordus qui sont une marque de fabrique de cette République parce qu'ils découlent naturellement des pouvoirs concentrés sur la présidence.
Et comme si cela ne suffisait pas encore, comme par provocation, Chirac a enfin rappelé les pouvoirs personnels évoquant ceux d'un monarque dont dispose le président, en amnistiant spectaculairement l'un de ses proches, Guy Drut, sous un fallacieux prétexte, alors que des centaines de jeunes ont été et sont durement frappés par des condamnations arbitraires suite aux manifestations ou blocages contre le CPE.

Mais voilà que fleurissent d'un coup de tous côtés les propositions de « réformes institutionnelles ». C'est le cas

au PS, au PCF notamment mais encore à l'UDF et même à l'UMP où Sarkozy a plaidé pour un renforcement des pouvoirs du parlement et la diminution de ceux du premier ministre au profit de ceux du président.

Toutes ces propositions ont un objectif avoué, rendre les institutions plus efficaces, et pour cela les faire fonctionner en associant plus largement et étroitement les couches intermédiaires de la société, et au premier chef les appareils syndicaux, à l'exercice de la domination de la classe capitaliste.
Il faut mentionner parmi ces propositions de replâtrage institutionnel celles du PCF, dont le comité exécutif s'est prononcé pour une « *6ème République, franchement sociale et démocratique, solidaire et participative* » dans une déclaration solennelle du 4 mai. Il s'agirait, déclarent-ils, d'en finir avec le « *dérèglement de la vie démocratique* » provoquée par ce que « *l'esprit du gain et les petites ambitions personnelles ont pris la place du sens du bien commun et de l'intérêt général.* »
Quand donc la « République » fut-elle l'expression de « l'intérêt général », phrase creuse sous laquelle les capitalistes défendent toujours leur intérêt propre ? Fut-ce sous la IVe République pendant la guerre d'Algérie ? Ou aux débuts de la Ve, issue du coup d'état du général de Gaulle et que dès ses débuts même François Mitterrand dénonçait comme un « *coup d'état permanent* » ?

Faudrait-il alors remonter jusqu'en 1945 ? C'est ce à quoi engage une convention nationale d'élus locaux et de syndicalistes convoquée et dirigée par le Parti des Travailleurs « *pour la reconquête de la démocratie politique* », « *démocratie politique* » qui, selon cette conférence a vu « *ses conditions mises en place en 1945* ». Pensent-ils aux massacres des insurgés algériens le 8 mai 1945 à Setif ? En 1945 il y eut en France une Assemblée constituante. Elle fut l'un des éléments de reconstitution de l'Etat bourgeois après l'effondrement du nazisme et du régime de Vichy, un instrument de défense de la propriété privée. Le PCF tint un rôle essentiel en ce sens, proportionnel à son poids politique, son prestige. Il justifia sa politique au nom de la nécessité recouvrer la « souveraineté nationale » d'abord, avant de parler socialisme, face aux « trusts » américains et anglais, langage chauvin et mensonger que le PT reprend aujourd'hui à son compte, en se faisant – nous citons la résolution issue de cette conférence - le champion de la « *souveraineté nationale* », de la « *nation* » française « *menacée* ».

Alors, face à la crise au sommet de l'Etat, et alors que les projet de réformes institutionnelles sont autant de propositions de remodelage ayant toutes en commun de chercher, d'une part, une plus grande efficacité, et, d'autre part, chercher de nouvelles formes d'association capital-travail, il faut défendre la seule réponse immédiate qui corresponde aux intérêts des travailleurs, de la jeunesse : A bas cette Ve République !

La seule République qui puisse répondre aux aspirations des larges masses, la seule République dans laquelle, de manière arrogante ou dissimulée, les gouvernements ne soient pas peu ou prou les instruments et les paravents du grand capital, c'est la république socialiste, ce sont les Etats-Unis Socialistes d'une Europe débarrassée des frontières, des magnats de la finance et de l'industrie, des monarchies médiévales, etc. Mais une telle république ne peut évidemment procéder que de la prise du pouvoir par le prolétariat, que du mouvement pour en finir avec les gouvernements bourgeois et leurs politiques qui génèrent un océan de misère et de réaction.

Aussi, intervenir inconditionnellement pour le renversement de la Ve République, cela signifie agir immédiatement pour en finir avec Chirac, son gouvernement, sa majorité UMP, sans attendre 2007.

Or, le point commun de tous les « réformateurs » autoproclamés de la Ve République, c'est de renvoyer les changements qu'ils proposent ... au lendemain des échéances électorales de 2007. En d'autres termes de les remettre au bon vouloir du futur président, doté de tous les pouvoirs que lui confèrent la constitution ! Ce qui donne une indication sur l'ampleur des changements annoncés.

Force est de constater que tel n'est en aucun cas le but du PS, du PCF et pourrait-on rajouter de la LCR qui inscrit déjà toute son activité publique dans des discussions/manoeuvres avec le PCF pour capter l'héritage électoral supposé du « non de gauche » du 29 mai dernier. Pour sa part, François Hollande a déclaré au nom du Parti Socialiste le 4 mai :

« Je suis républicain, je respecte les échéances. La droite peut gouverner (...) jusqu'en 2007. Ce que je demande c'est qu'elle ne gouverne pas dans ce climat-là." »

Comment être plus glaçant ? Le chef du principal parti d'opposition revendique.... que la « majorité » UMP puisse sévir un an encore dans un « climat » serein ! La tonalité de la motion de censure votée par le PS ou le PCF est exactement identique : que Chirac gouverne, que l'UMP fasse jusqu'au bout sa besogne. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le message est reçu cinq sur cinq.

Les rapports entre les classes n'ont pas été inversés : le gouvernement Chirac-Villepin et la « majorité » UMP continuent leur politique

Dans le supplément à CPS paru le 14 avril pour tirer les premières leçons de la défaite, nous indiquions au sujet de la façon dont le CPE a été enterré :

« La comédie honteuse du « remplacement » du CPE a permis d'éviter d'afficher son abrogation pure et simple. Elle a aussi servi aux dirigeants de l'intersyndicale, du PS et du PCF, à réaffirmer que pour eux la « majorité » UMP, ultra-minoritaire, était légitime à légiférer. »

Cette dernière ne s'est pas privée d'en profiter.

Le premier projet qu'elle examinait après le retrait du CPE était le projet de loi Sarkozy sur l'immigration. Sans rentrer dans les détails, on est fondé à dire que ce projet est aux travailleurs immigrés et leurs familles ce que le CPE était à la jeunesse : un formidable instrument de précarisation, une arme contre toute la classe ouvrière. Suppression de toute perspective de régularisation, contrôle policier renforcé sur la vie intime des immigrés, leur mariage, nouvelles restrictions au regroupement familial, création de visas de courte durée, temporaires, saisonniers, pour des immigrés jetables, voilà ce que recouvre le concept de « l'immigration choisie »... « choisie » en fonction des besoins du patronat.

D'ailleurs le parallèle avec le CPE peut être prolongé : de la même manière qu'ils prônent la « sécurisation des parcours professionnels », de la même manière, loin de revendiquer la liberté de circuler pour tous les travailleurs, les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés, les appareils syndicaux proposent de « *construire un parcours sécurisé du migrant* » (communiqué CGT, CFDT et UNSA). Et surtout, au lendemain du retrait du CPE, le mot d'ordre est donné : « *un débat responsable et serein reposant sur les principes fondamentaux de la République* » (communiqué cité). Toutes les confédérations syndicales ont dépêché des représentants rencontrer Mariani, rapporteur UMP du projet, pour en discuter avec lui. Au lendemain du retrait du CPE, les bureaucrates syndicaux signifiaient au gouvernement qu'il aurait les mains libres, qu'ils laissaient cette affaire aux associations, voire aux églises.

Ainsi la machine à légiférer contre le prolétariat et la jeunesse s'est remise immédiatement en route. Fort de ceci, Sarkozy a mis en chantier un nouveau projet de loi, centré sur la délinquance des mineurs cette fois-ci, tout aussi scandaleux, au point qu'un membre du syndicat de la magistrature l'a caractérisé d'instrument de « *passage à un état totalitaire* ». Nouveaux pouvoirs répressifs pour les maires (s'ils l'acceptent) contre les familles de « délinquants », nouveaux fichiers, nouveaux moyens de video-surveillance, nouveaux pouvoirs pour la police (encore !), criminalisation à outrance des mineurs délinquants au point qu'il ne restera rien des principes de l'ordonnance de 1945, qu'on reviendrait aux temps de la « chasse à l'enfant » d'avant-guerre. Enfin, ce projet durcit les sanctions pénales contre les occupations d'entreprise et les sittings !

Deux autres projets significatifs au moins doivent venir à l'ordre du jour avant la fin de la session parlementaire, après que les députés UMP se sont même autorisés à faire sauter les quelques obligations existantes en matière de construction de logements sociaux. Celui sur la participation, projet sans cesse repoussé depuis des mois car le rythme des lois réactionnaires était tel qu'il n'avait pu trouver de niche parlementaire, qui prévoit de doter les patrons français de fonds de pension significatifs, à l'aide une nouvelle fois de fonds publics (exonérations des versements, etc.), mais dans lequel il a été également introduit un article autorisant dans les « pôles de compétitivité » (à titre « expérimental ») le louage, le prêt de main d'œuvre d'une entreprise à l'autre, jusqu'ici passible de sanctions pénales !

Est également prévu un projet de loi sur la fonction publique, y introduisant nombre de dispositions s'appliquant déjà au secteur privé, à savoir le « droit individuel à la formation »... en dehors du temps de travail, la « validation des acquis de l'expérience »... contre les concours ; et y favorisant la « mobilité », concomitamment à la création d'un répertoire des métiers (RIME) qui supprime la référence aux corps de la fonction publique – fruit là encore de la concertation avec les directions syndicales.

Tandis que, pour la rentrée, le projet de loi permettant la privatisation sans limite de GDF est déjà sur les rails, il faut aussi relever la suppression massive annoncée de services hospitaliers, la poursuite des suppressions de postes, la privatisation d'ADP, et la mise en œuvre du plan de privatisation de la SNCM, approuvé par 77% des salariés lors d'un vote dont la responsabilité échoit à la direction de la CGT de l'entreprise.
Dans l'enseignement, c'est la mise en place intégrale de la loi Fillon: « socle commun », « conseil pédagogique » dans les lycées, « parcours personnalisés», contractualisation, « réforme » des ZEP en prime (cf. sur ce sujet le précédent numéro de CPS).

Redoublement de la concertation

Pour autant, ce n'est pas dans les mêmes rapports politiques que cette politique peut aujourd'hui s'appliquer. En témoigne la façon dont le gouvernement gère l'annonce de la fermeture de l'entreprise Sogerma, à Mérignac, par le groupe EADS. Alors que l'Etat-actionnaire a voté pour la fermeture, le gouvernement fait mine de chercher à « sauver l'emploi ». L'hypocrisie et le cynisme de ces gens n'ont pas de borne, certes, mais il s'agit surtout d'obtenir des dirigeants syndicaux un blanc-seing que ceux-ci sont d'autant plus prêts à décerner aux liquidateurs de la Sogerma qu'ils ne se situent pas sur le seul terrain permettant de le combattre : aucun licenciement et pour cela : nationalisation sans indemnité ni rachat de la Sogerma.

Pour le gouvernement, la relance du « dialogue social » est aujourd'hui une condition de survie, d'abord, mais aussi du recouvrement de sa pleine capacité de nuisance. Il peut aisément le mesurer avec le plan sur l'emploi des seniors qui crée notamment un CDD dérogatoire, sorte de « Contrat Dernière Embauche ». Parce que ce projet est issu d'une concertation Medef/Syndicats dans laquelle, sans avoir signé, les directions CGT et FO se sont engagées, ce plan est bien parti pour s'appliquer.
Combien symbolique est l'organisation du premier des trois « chantiers » annoncés par Villepin, celui portant sur la dite « professionnalisation de l'enseignement supérieur », à la Sorbonne, qui fut l'un des points névralgiques de l'affrontement entre le gouvernement et

les étudiants ! A la Sorbonne, en présence des dirigeants FSU et de ceux de l'Unef – Villepin se permettant même de tancer Bruno Julliard, arrivé en retard depuis le congrès de la CGT. Et pour installer quelle commission !
Son objectif se lit dans sa composition : on y trouve des dirigeants de premier plan de Danone, de Veolia, d'Axa et d'autres dirigeants en ressources humaines. La « professionnalisation » de l'enseignement, c'est sa soumission aux impératifs du patronat. D'ailleurs, les dirigeants syndicaux, en acceptant de discuter « professionnalisation » se situent d'emblée sur le terrain du patronat, qui entend, concomitamment au « pacte » sur la recherche , mettre la main sur les secteurs universitaires rentables et étrangler les autres, via l'autonomie des universités, prenant prétexte de l'engorgement de filières qui est le sous-produit du manque de moyens et aussi du chômage de masse qui frappe particulièrement la jeunesse.

Qu'on ne s'imagine pas que cette commission et le grand « débat national » qu'elle mène (les dirigeants UNEF et FSU l'ont déjà rencontrée) n'ont pour seul but que de resserrer les liens entre le gouvernement et les appareils syndicaux. Les intentions de Villepin sont toujours aussi guerrières. Le 1er juin il a déclaré de nouveau qu'il s'agissait avec cette commission d'aboutir, et d'effacer le retrait CPE:

« C'est vrai, je suis allé trop vite sur un sujet où les inquiétudes étaient à vif. C'est vrai, la nature de mon projet qui visait à apporter une réponse aux jeunes les moins qualifiés n'a pas été comprise. Mais je n'ai pas changé de conviction : un chômage des jeunes de 10 points plus élevé que le chômage moyen, ce n'est pas acceptable. Et nous ne reviendrons à une situation normale, dans ce domaine, qu'avec des décisions courageuses et fortes. En ouvrant le débat sur les liens entre université et emploi, j'entends reprendre les choses à la base avec les étudiants et trouver avec eux les moyens d'améliorer leur insertion dans la vie professionnelle. »

L'engagement de ce premier chantier est un pas important pour le gouvernement, même affaibli. Il devrait être suivi de la mise en place des autres « chantiers » et notamment celui portant sur les contrats de travail, dans le cadre duquel, sous couvert de reprendre la « sécurité sociale professionnelle », l'offensive contre le contrat de travail dont le CPE était la pointe avancée va être relancée.

D'où la nécessité décisive de combattre contre la participation des dirigeants syndicaux à ces chantiers. De combattre contre leur orientation qui est au contraire celle sur laquelle par exemple Mailly s'est accordé avec Laurence Parisot dans le cadre des rencontres Medef/confédérations syndicales « *La réunion avec FO a été extrêmement intéressante. Nos deux délégations se sont placées immédiatement dans l'après-CPE* (sic !). *Nous avons fait un point des différents chantiers en cours, et de la manière dont nous pourrions avancer sur les flexibilités et les précarités* » (Parisot)

Le gouvernement, le patronat, les appareils syndicaux, peuvent prendre appui dans cette voie sur les résultats du congrès confédéral de la CGT.

Le congrès de la CGT : un succès pour Thibault et l'appareil confédéral

Comme c'était prévisible, la défaite du gouvernement sur le CPE a renforcé la position de Thibault et de l'appareil confédéral à l'entrée du congrès. En effet, cette défaite du gouvernement n'a pas été une défaite des bureaucraties syndicales, lesquelles au contraire (bien que ce soit *in fine* grâce au mouvement des étudiants) sont apparues comme les vainqueurs, n'ont jamais été débordées et ont même pu offrir au gouvernement leur protection rapprochée pour en finir proprement avec le CPE tout en maintenant la loi sur l'égalité des chances ou le CNE. Thibault s'est fait acclamer, main dans la main avec les dirigeants des syndicats étudiants et lycéens.

L'article paru dans le précédent numéro de CPS avait dégagé les enjeux de ce congrès pour la direction confédérale : faire franchir un nouveau pas à la CGT, première confédération ouvrière du pays, dans le sens de sa dénaturation. Elle y est parvenue. Après avoir fait plus que largement entériner son bilan d'activité, la direction a fait passer quasiment sans changements le texte d'orientation qui s'échinait à effacer toute revendication ouvrière, toute perspective de combat, au profit du concept du « *nouveau statut du travail salarié* », véritable cheval de Troie des exigences patronales. L'appareil a atteint ses fins. Le texte d'orientation a été adopté largement, par plus de 80% des voix. Certes il a vu réintroduits, sous forme d'amendements, des références à « *la lutte contre les licenciements* », aux « *acquis sociaux* », mais rien de substantiel, rien qui lie les mains de la direction confédérale, rien qui ne l'empêche de déployer pleinement son drapeau de la « *sécurité sociale professionnelle* » au nom de laquelle, on l'a dit, sont et vont être attaquées les garanties collectives des salariés. Et ceci d'autant plus que, après son échec sur le CPE, c'est pour le moment au rythme indiqué par les directions syndicales, et pas un autre, que le gouvernement devra avancer.

Les quelques oppositions rencontrées par la direction CGT se sont cristallisées sur la réforme du système de cotisations, qui doit servir de levier à la refonte/liquidation des structures historiques de la confédération. C'est le signe incontestable que ces oppositions sont des oppositions d'appareil, celle de fédérations cherchant à défendre leur place face à l'offensive de la direction confédérale, comme les cheminots (dont le dirigeant Le Reste aura été le mieux élu à la nouvelle commission exécutive de la CGT, quelques semaines seulement après le fiasco des grèves à la SNCF à l'automne dont il porte la responsabilité). Néanmoins, cette réforme, qui avait jusqu'ici des airs d'arlésienne, a été adoptée (par 63%) après des années de préparation. Ce n'est pas non plus négligeable.

Cela dit, un congrès de la CGT, surtout trié sur le volet comme celui de Lille, rassemble par définition l'appareil, et il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'y parvienne et s'y exprime l'écho des aspirations de la classe ouvrière. Rappelons qu'en plein mouvement de novembre-décembre 1995, ses grèves et ses manifestations, dont la puissance n'a pas été égalée depuis, le congrès avait écarté sans trop de mal (bien que n'ayant pu éviter d'en discuter) l'appel à la grève générale. Dès lors que l'on s'éloigne du cœur de l'appareil, la tonalité change.

L'enseignement primaire vient d'en fournir un exemple. Le gouvernement y avait négocié avec les directions du SNU et de SE un protocole d'accord visant à mettre fin à la grève administrative des directeurs d'école. Ledit protocole proposait entre autres de recruter des dizaines de milliers de précaires – au lendemain du CPE ! – ou encore de s'en prendre à la formation continue et initiale des enseignants du primaire.

Malgré une présentation particulièrement favorable de ce texte, appelant le « oui » à la question « doit –on signer », les syndiqués du SNU ont répondu « non » à plus de 60% Seul le SE-UNSA a signé ce texte, et encore malgré une forte opposition à cette signature dans ses propres rangs (ni FO, ni le SGEN-CFDT n'ont signé). C'est une des illustrations de ce que la défaite du gouvernement sur le CPE n'a pas été effacée.

La défaite du gouvernement marque les rapports politiques

Deux mois après le retrait du CPE, c'est une certitude que le gouvernement a repris l'initiative et qu'il continue à porter des coups. Mais la défaite qu'il a subie sur le CPE n'est pas effacée. Elle marque même les relations existantes à l'intérieur de l'UMP – dont une grande partie des députés se sont ostensiblement abstenus de venir soutenir Villepin lors du vote de la motion de censure déposée par le PS.

Au demeurant la situation de crise au sommet de l'Etat et au sein de l'UMP renvoie à la crise de l'impérialisme français, dans une situation économique difficile au point que l'on a vu *le Monde*, pour l'expliquer, mettre en cause la politique menée ... par le voisin allemand (« *la politique économique allemande nuit à la croissance française* »), mais aussi inquiet face aux nouveaux craquements financiers, de l'Islande au krach de la bourse de Bombay. Mais sa situation politique est tout autant délicate, en particulier au sein de l'Union européenne, dans un isolement relatif, un an après le « non » au référendum de Chirac et après l'avènement au pouvoir en Allemagne de la chancelière Merkel qui a manifesté sa volonté de s'éloigner de Paris pour se rapprocher de Londres. Les échecs à répétition de Chirac dans ses différents voyages à l'étranger en tant que VRP des groupes français sont illustratifs de cette situation.

Mais, pour le prolétariat, la jeunesse, le retrait du CPE demeure comme un point d'appui, un encouragement à engager d'autres combats contre le gouvernement et sa politique. Que cette tendance spontanée ne règle rien en définitive en l'absence d'un parti capable d'orienter et d'impulser ces futurs combats, c'est certain et c'est pourquoi il faut s'organiser au compte de la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

D'ailleurs le passé en témoigne. En 1994, le gouvernement Balladur RPR-UDF subissait coup sur coup deux défaites. Moins d'un an après avoir pourtant remporté une majorité parlementaire écrasante, avoir engagé une rude offensive (retraites, loi quinquennale pour l'emploi) dont les traces sont toujours là, il devait retirer d'abord la loi Bayrou levant toute les restrictions au financement de l'enseignement privé, loi dont il faut souligner que déjà à l'époque elle fut une tentative d'accélérer brutalement l'offensive en cours, sans concertation avec les directions syndicales. Puis c'était la mobilisation de la jeunesse qui faisait ravaler à Balladur et Chirac le Smic-jeunes, le CIP.

Le gouvernement Balladur est resté marqué indélébilement par ces défaites. Il n'en a pas moins continué, dans ces nouveaux rapports, à gouverner au compte de la bourgeoisie française. Et c'est Chirac qui a été élu, en 1995, la présidence de la République, signal de la relance de l'offensive contre les masses. Or en novembre-décembre 1995, le plan Juppé se heurtait à la mobilisation de pans entiers de la classe ouvrière et de la jeunesse, à la grève générale de la SNCF et de la RATP, et le gouvernement devait abandonner la réforme des régimes spéciaux de retraites tout en maintenant le plan Juppé contre la Sécurité Sociale.

Bref, la lutte des classes n'est pas écrite à l'avance et en tout état de cause n'est jamais linéaire.

Qu'aujourd'hui, en particulier à la Ratp ou dans la fonction publique, les régimes de retraites aient été enfoncés indique avec force qu'aucun acquis, aucune position, n'est à l'abri, et que de combattre pour les défendre exige en fin de compte de combattre pour le socialisme.

Cela souligne aussi les limites de la spontanéité, du mouvement spontané. Aussi fondamental soit-il, s'il peut tout bousculer, le mouvement spontané ne peut rien régler. Il ne peut ouvrir de par lui-même le débouché politique du pouvoir, question des questions. Ce n'est qu'en relation avec les organisations qui structurent le prolétariat à un moment donné, les partis, syndicats, les organismes que son mouvement peut faire surgir, que la question du pouvoir peut être posée sérieusement.

Et ce n'est que l'existence d'un parti révolutionnaire qui peut permettre d'y répondre pour de bon.

Sans attendre 2007, infliger une défaite décisive à Chirac, son gouvernement, sa « majorité » UMP

Utiliser pleinement le point d'appui que représente le retrait du CPE, c'est en dégager les leçons essentielles, comme nous l'indiquions dans notre supplément :

« La preuve est faite : sans la couverture du « dialogue social », de la concertation, et face à l'unité des organisations du mouvement ouvrier, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy ne peut continuer à mener sa politique. »

Aujourd'hui, la question posée, en prenant appui sur les enseignements essentiels de ce mouvement, c'est d'infliger une défaite décisive au gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy ou toute autre mouture qui lui succèderait avant les élections prévues pour 2007.
Pour cela : militer sur la ligne du front unique des organisations du mouvement ouvrier pour combattre, vaincre et chasser le gouvernement, donc pour briser les concertations, tractations, en cours à commencer par celles organisées par le gouvernement sur l'université ou la remise en cause des contrats de travail, où encore d'agir pour le boycott des instances mises en place par la loi d'orientation Fillon/Robien dans l'enseignement.

Evidemment cette orientation s'oppose à celle de tous les appareils, petits et grands, qui se sont déjà fixés 2007 comme objectif essentiel, ce qui signifie que pour eux, le fait que le gouvernement et la « majorité » UMP sévisse pendant un an encore n'est pas un souci majeur.

On peut compter parmi ceux-ci le PCF, et à sa traîne la LCR, engagés dans des manœuvres que le PCF voudrait voir aboutir pour s'épargner une nouvelle et prévisible humiliation électorale, mais qui pourraient éventuellement débucher – quoique ce soit peu vraisemblable – sur l'émergence d'une candidature du dit « non de gauche », qui ne serait donc pas une candidature se rattachant à un titre ou un autre au mouvement ouvrier.
C'est plus encore vrai au Parti Socialiste où tous se situent plus ouvertement encore dans l'attente de 2007 – la citation de Hollande reportée plus haut le souligne.

Mais précisément, la préparation des échéances électorales donne lieu à une offensive de grande ampleur contre le PS. La bourgeoisie essaye à toute force, sondages et presse complaisante à l'appui, d'imposer Ségolène Royal comme candidate à l'appareil et aux adhérents – comme elle tenta de le faire en son temps avec M.Rocard. Comme ce dernier, c'est en tant que candidate potentielle la plus réactionnaire de tous qu'elle est propulsée – au point, sur les questions dites de « sécurité », de poser au Sarkozy en jupons. Un signe est plus que révélateur : quand Bayrou a voté la motion de censure du PS, ce fut en ouvrant la perspective d'une grande coalition. Balle reprise immédiatement au bond par Julien Dray, porte-parole du PS et « royaliste » de fraîche date. La flambée d'adhésions à bon marché, qui concourt à la transformation du PS en pure et simple machine électorale, et permet toutes les manœuvres, attise la crise qui se dessine.

Mais les travailleurs, les jeunes ne peuvent attendre de miracles des futures élections présidentielles et législatives, même s'ils ne peuvent y être indifférents. L'heure n'est pas aux élections, et d'ailleurs celles-ci seront d'autant moins défavorables aux travailleurs que ceux-ci auront engagé le combat sur leur propre terrain, avec leurs propres méthodes, pour en finir avec Chirac, son gouvernement, sa « majorité », pour un gouvernement du front unique des organisations du mouvement ouvrier.

C'est sur cette orientation que combat le Cercle, qu'il invitent les lecteurs de *CPS* à le soutenir, le rejoindre, sur la perspective tracée par notre supplément du 14 avril:

« Oui, assurer le droit au travail est possible. Les besoins des masses à satisfaire sont immenses et ne devraient pas attendre. Il est nécessaire d'orienter la production de manière à les satisfaire - commencer par la construction massive de nouveaux logements pour en finir avec cette situation insupportable qui ne profite qu'aux spéculateurs immobiliers. Il est tout autant nécessaire de recruter massivement, sur des postes à statuts, des infirmières, de enseignants, etc.

Il est indispensable d'interdire les licenciements, le travail précaire, de diminuer le temps de travail de façon à permettre à tous de travailler. Cela signifie tout simplement rompre avec la loi du profit, porter au pouvoir un gouvernement qui ne plie pas devant les exigences des capitalistes, qui n'hésite pas à s'engager dans la voie de l'expropriation des grands groupes, des banques, des spéculateurs, pour mettre fin aux conditions d'existence sans cesse dégradées de la majorité de la population.

C'est pour cette issue, pour un gouvernement ouvrier s'engageant dans la voie du socialisme, des Etats-Unis Socialistes d'Europe, que milite le Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire. C'est la seule qui permette d'offrir un avenir à la jeunesse.
Pour s'ouvrir cette issue, il est indispensable de construire la seule arme dont puissent disposer les travailleurs, la jeunesse, dans cette société qui engendre en permanence la misère sociale et intellectuelle, l'abrutissement de l'exploitation et l'aliénation, la barbarie et les guerres : l'arme de l'organisation révolutionnaire.
C'est ce à quoi nous vous invitons sans plus attendre, en prenant contact avec nous.

C'est dans cette perspective qu'il faut contribuer pleinement aujourd'hui au combat pour mettre à bas Chirac, Villepin, Sarkozy, la 5ème République, pour le boycott de la concertation du gouvernement et du Medef par les directions syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes, pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) contre le gouvernement, pour le vaincre et le chasser. »

Le 2 juin 2006

Notes sur la situation internationale

(Nous reproduisons ci – après de larges extraits du rapport sur la situation internationale discuté lors d'une réunion nationale de la direction du Cercle en avril dernier, considérant qu'il ne peut manquer d'intéresser nos lecteurs, sans intégrer les développements intervenus depuis, considérant qu'ils vont dans le sens de ce qui a été discuté. Certains éléments abordés lors de cette réunion, comme l'Italie, ou la situation en Bolivie, font ou feront l'objet d'articles dans Combattre pour le Socialisme.)

L'internationalisme : une nécessité vitale pour comprendre la situation politique

Au lendemain de la défaite infligée au gouvernement Chirac Villepin Sarkozy sur le C.P.E., il est plus que jamais nécessaire de chercher à appréhender la situation française comme partie intégrante de l'unité mondiale de la lutte des classes. L'internationalisme est une nécessité vitale, non pas en tant que proclamation abstraite, mais pour saisir aussi précisément que possible les tendances à l'œuvre dans une situation donnée dans un pays donné, à commencer par le nôtre.

Or, ce n'est pas un fait sans précédent en Europe qu'un gouvernement ait dû, ces dernières années, reculer sur tout ou partie d'une contre-réforme qu'il avait engagée.

En Italie, en 2002, face au projet de suppression de « l'article 18 » visant à faciliter les licenciements, le 23 mars une manifestation gigantesque déferlait dans les rues de Rome, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, ainsi que des partis issus du mouvement ouvrier, DS, PRC. Après quelques mois de négociations, le gouvernement Berlusconi concluait un accord (« *pacte pour l'Italie* ») avec la direction des confédérations UIL et CISL, au terme duquel le dit article 18 était finalement modifié pour les entreprises franchissant le seuil de 15 salariés à compter duquel il s'applique. Il faut le préciser, comme notre bulletin l'avait déjà analysé à l'époque, que la politique des dirigeants de la CGIL, principale centrale syndicale ouvrière, ainsi que celle des partis DS, PRC, avait permis à Berlusconi de réaliser cette manœuvre lui évitant de subir une défaite décisive et lui permettant de reprendre l'offensive. Dès l'automne 2003, la loi Biaggi, instaurait en Italie une multitude de contrats précaires, contrats de chantier, CDD longue durée, ou contrats « à l'appel » (ce qui revient à recréer une catégorie de travailleurs journaliers), etc. Selon la presse, aujourd'hui 70% des nouvelles embauches se font sur de tels contrats, ce qui implique que l'article 18 ne joue pas.

Aux Pays-Bas, à l'automne 2004, comme le détaille le texte de notre dernière conférence, publié dans le numéro spécial (n°20) de *CPS*, les organisations syndicales avaient cessé les négociations avec le gouvernement et organisé à Amsterdam la plus grande manifestation dans le pays depuis 20 ans, notamment sur la question des retraites et des allocations invalidité. Suite à quoi elles reprenaient le dialogue social pour aboutir en quelques jours à un accord, version diminuée du projet gouvernemental, mais recul considérable pour les masses quand même (report de l'âge de départ en retraite de 60 à 62 ans – là où le projet gouvernemental espérait atteindre les 65 du premier coup).

Plus récemment, en Grande-Bretagne, nous l'avions aussi souligné dans notre bulletin, en octobre dernier le gouvernement Blair renonçait à l'essentiel d'une « réforme » des retraites visant à faire passer l'âge de départ des fonctionnaires de 60 à 65 ans, devant la menace, ce sont les termes rapportés par la presse française, d'une grève générale d'une ampleur comparable à celle de 1926. Néanmoins, le recul de l'âge de départ à la retraite s'appliquera – avec donc le consentement des bureaucrates syndicaux – pour les nouveaux recrutés. Mais ce n'est évidemment pas comparable avec, par exemple, la contre-réforme Fillon de 2003. « *Le gouvernement a capitulé* », fulminait alors le patron des patrons britanniques. Cependant, à l'époque, les 1 300 000 fonctionnaires des administrations locales étaient écartés de l'accord. Ca n'a pas manqué : le gouvernement est revenu à la charge, en engageant la suppression de la « règle 85 », le régime des retraites des dits fonctionnaires (une retraite à taux plein à 60 ans dès qu'on a 25 annuités de cotisations). En mars, les directions des 11 syndicats du secteur appelaient à une grève de 24 heures particulièrement suivie, avec de nombreux piquets de grève. Mais, alors qu'une autre journée de grève était annoncée pour le 26 avril, soit quelques jours avant les élections locales, les directions syndicales ont annulé leur mot d'ordre. La raison ? De nouvelles négociations avec le gouvernement, dont la base est, pour citer le ministre « rien n'est décidé, rien n'est écarté », et en particulier pas la destruction de la « règle 85 ». Il faut souligner qu'à la direction du principal syndicat concerné, Unison, c'est par 17 voix pour et 6 contre que l'annulation de la grève a été votée.

Il est clair que se confirme sur cette question des retraites l'appréciation que portait l'article de notre bulletin sur la Grande-Bretagne, à savoir l'accroissement de la volonté de combat des masses. Néanmoins, pour avoir une vue exacte de la situation, il faut garder à l'esprit qu'en Grande-Bretagne non plus, l'offensive anti-ouvrière n'est pas enrayée, même sur les retraites. Ainsi, pendant les discussions sur les retraites, le gouvernement a fait passer une « réforme » considérable du système éducatif, permettant à tout établissement public d'adopter un statut de « fondation » sponsorisée par des « mécènes » (l'Eglise anglicane et Microsoft se sont portés candidats). C'est la privatisation/liquidation totale du secteur public de l'enseignement. Est aussi à l'ordre du jour une réforme du système d'invalidité, qui, comme au Pays-Bas, permet à ce jour de sortir des millions de personnes des statistiques du chômage. Enfin, il faut mentionner la fermeture, après Rover, de l'usine Peugeot en Grande-Bretagne – et le

lâche soulagement des bureaucrates français qui n'ont même pas fait mine de menacer la direction de PSA d'une grève du groupe pour le leur interdire. Sur ce sujet, il faudrait pouvoir évoquer plus largement la façon dont, en Espagne cette fois-ci, à l'usine Seat de Barcelone, les bureaucrates UGT et CCOO ont eux-mêmes dressé la liste des centaines d'ouvriers licenciés, suite à un accord avec la direction et en échange de la réduction du nombre de licenciements initialement prévus.

De ces exemples, avec chacun ses spécificités, qu'il ne faut pas transposer mécaniquement, on peut néanmoins constater que, à chaque fois, face à l'unité des organisations syndicales pour le retrait d'un projet, les gouvernements bourgeois ont dû en tenir compte et revoir leurs ambitions destructrices plus ou moins à la baisse. Mais dans le même temps, il n'y a pas eu, du fait d'abord de la politique menée par les mêmes directions syndicales, de rupture dans l'offensive réactionnaire qui caractérise notre période.

Or c'est bien là ce qui nous intéresse : dégager les voies et les moyens par lesquels cette chaîne de contre-réformes pourra être brisée, ouvrant ainsi une nouvelle situation politique à l'échelle internationale.

Portée internationale du mouvement contre le CPE : aperçu sur la situation en Allemagne

Précisément, on peut parler de ce point de vue de la portée internationale du mouvement qui a imposé l'abrogation du C.P.E. On l'a mentionné dans nos tracts : au même moment, en Corée, le parlement discute d'une loi étendant à deux ans la durée autorisée d'intérim avant de procéder à une embauche définitive en CDI. Deux ans ! Mais si la KCTU, confédération ouvrière, a appelé à une semaine de grève générale à cette occasion, avec manifestation devant le parlement, la manière dont les bureaucrates se disposent est d'une similarité frappante de l'occident à l'extrême orient. Ainsi, interviewé dans *Libération*, un dirigeant syndical expose son objectif : « *l'instauration de relations entre syndicats et patronat, à l'image de ce qui se fait dans les grands pays industrialisés* ».

Mais c'est bien entendu en Allemagne que la répercussion du mouvement en France a été la plus grande. Figure en effet au programme de la « grande coalition », comme l'indiquait un récent article de *CPS*, l'allongement de la période d'essai pour tous les contrats à 2 ans. Certes, outre-Rhin, les sociaux-démocrates ont fait inscrire dans le programme de gouvernement en contrepartie l'interdiction du recours au travail précaire... sauf dûment motivé (une sorte d'autorisation administrative pour le recrutement en CDD). Des tensions sont apparues publiquement entre le patronat, qui estime cette contrepartie encore insupportable, et le SPD. Mais, comme nous avons eu l'occasion de le souligner, d'une manière plus générale, le sort de la grande coalition dépend de la possibilité que les travailleurs s'ouvrent la voie du combat contre le gouvernement et le patronat, cherchent à dicter leurs exigences à leurs directions syndicales, au SPD, dans la perspective de la rupture de la grande coalition, d'un gouvernement du seul SPD.

C'est à cette aune qu'il fat apprécier la déclaration d'une dirigeante de la confédération syndicale DGB, rapportée par *Le Monde* du 31 mars : « *Même si nous le voulions, nous ne pourrions pas appeler à la grève sur le sujet, car elle est réservée aux conflits des relations du travail", a admis la porte-parole de la DGB, Marion Knappe, traduisant l'état d'esprit différent qui règne en France et outre-Rhin. "Mais des manifestations restent possibles", a-t-elle averti.* »
C'est un feu vert de l'appareil syndical à Merkel, à la grande coalition.

Evidemment, tout ne dépend pas, tant s'en faut, de la seule volonté de l'appareil. Mais il faut apprécier que plusieurs tentatives de combat de la classe ouvrière allemande viennent de se solder par des échecs.
Ainsi la grève des fonctionnaires territoriaux sur la question du temps de travail. Avant même de l'aborder, il faut souligner qu'à l'origine de cette grève tournante, limitée, il y a un évènement politique majeur, à savoir la disparition depuis 2005 de la convention collective unifiant le temps de travail des fonctionnaires en Allemagne. Résultat, depuis l'an passé, on peut trouver dans le même service, selon le statut d'employé communal, régional ou d'Etat, fonctionnaire ou non-fonctionnaire, d'autant de durées différentes du temps de travail. La grève lancée par les directions syndicales allemandes (de Ver.di) contre l'allongement de la durée du travail dans les communes a été approuvée massivement par référendum (95%, alors qu'il faut en Allemagne 75% pour engager une grève et ... 25% pour l'arrêter !).
Mais elle est restée extrêmement limitée : durant 8 semaines, seuls quelques dizaines de milliers de travailleurs ont été appelés à la grève, de manière ciblée, soit nettement moins par exemple que la précédente grève des mêmes travailleurs sur le même sujet, en 1992. Au final, le compromis a été de passer, non pas à 40 heures comme l'exigeaient les employeurs, mais à 39 (en partant de 38 heures 30). Encore s'agit-il d'une moyenne, recouvrant des situations différentes – dont dans certains cas, l'allongement effectif à 40 heures. Il faut noter que ce projet d'accord, soumis au vote d'abord à Hambourg, n'a été approuvé que par 42% des votants : les travailleurs n'ont pas suivi les bureaucrates syndicaux.

Autres éléments d'appréciation, la situation dans la métallurgie. Après avoir clamé, pour la galerie « *nous sommes à bout de patience* », la direction de l'IG-Metall a annulé les grèves dont elle menaçait le patronat en échange d'un accord salarial au rabais. Auparavant, une grève d'importance avait eu lieu à l'usine Electrolux de Nüremberg, suite à l'annonce de sa fermeture. Contrairement à ce qui s'était passé à l'usine Opel de Bochum (cf. l'article paru sur l'Allemagne dans *CPS* n°23), hormis quelques arrêts sporadiques, l'appareil syndical n'a pas été confronté à une grève sauvage, a contrôlé la situation. Au bout du compte, après 6 semaines

d'une grève totale à l'appel du syndicat, grève limitée à cette seule usine, soutenue par la population locale d'autant qu'il s'agit de la dernière grosse entreprise de la ville (1 750 salariés), les dirigeants syndicaux signaient un accord obtenant ... des indemnités de licenciement record. L'usine sera fermée en 2007. Les ouvriers partent peut-être « la tête haute », mais ils partent.

Dernier élément d'appréciation : les premières élections régionales qui se sont tenues n'ont pas été marquées par un échec de la grande coalition. Accessoirement, le « Linkspartei » est resté à des niveaux très faibles à l'Ouest. Il faut souligner que, au sein du petit groupe WASG dont l'absorption par l'ex-parti de la bureaucratie, le PDS, doit donner naissance formellement à ce nouveau parti « de gauche », des résistances sont apparues, à juste titre. C'est notamment le cas à Berlin, où l'on est bien placé pour savoir ce que vaut le PDS, puisqu'il dirige la ville et le Land depuis des années avec le SPD et a privatisé, supprimé des postes de fonctionnaires, etc.

Ainsi, à sa manière, la situation en Allemagne comme celles mentionnées plus haut en Grande-Bretagne notamment, offre un résumé du rôle que jouent les directions syndicales dans la période de réaction que nous traversons.

Ce sont elles, comme en France, qui donnent à la bourgeoisie la mesure de cette offensive, lui indiquent jusqu'où elle peut aller et à partir d'où elle prend le risque de devoir faire face à la classe ouvrière – et qui ne « revendiquent » en réalité que la reconnaissance de leur place, comme l'indique le bureaucrate coréen cité au début de cette section.

En retour, ainsi que notre texte de conférence du printemps dernier le soulignait, c'est sur la question de la défense inconditionnelle des acquis historiques arrachés par la lutte de classe que des oppositions se font jour entre les masses et les appareils syndicaux, le cas échéant les partis issus du mouvement ouvrier, et s'y réfractent.
A cet égard, plusieurs éléments récents survenus aux Etats-Unis sont dignes d'intérêt.

Oppositions entre les appareils syndicaux et la classe ouvrière aux Etat-Unis

Il n'est pas forcément surprenant que ce soit au Etats-Unis que se manifeste, comme on va le voir, une opposition plus ou moins ouverte aux appareils syndicaux, puisque que c'est dans ce pays que l'offensive anti ouvrière contre les salaires, les régimes de retraite et de santé, est la plus violente. Pour exemple : à Delphi, équipementier automobile mis en faillite, la direction exige une baisse de 60% des salaires pour la main d'œuvre syndiquée. Ainsi dans les compagnies aériennes comme Northwest Airlines, les régimes de retraites sont sabrés tandis que les mécaniciens grévistes ont été purement et simplement ... remplacés sans autre forme de procès !

En décembre dernier, c'est la direction du métro de New York qui a tenté à l'occasion du renouvellement de la convention collective d'accroître considérablement le coût de l'assurance vieillesse, de retarder l'âge de départ (de 55 à 62 ans, le nombre d'annuités passant de 25 à 30, etc.) mais aussi d'instaurer une contribution de 1,5% pour l'assurance-maladie. Les grèves dans le métro de New York ne sont sans précédent. En 1966, douze jours de grève avaient déjà mené, ce qu'une loi devait confirmer, les dirigeants syndicaux en prison. En 1980, une grève de onze jours avait encore eu lieu – sans être défaite contrairement aux contrôleurs aériens qui seront quelques mois plus tard virés par le gouvernement Reagan. Cette fois, la grève n'a duré que deux jours, en pleine effervescence de Noël pour les commerçants de la ville. Elle a eu à l'évidence le soutien de l'immense majorité de la population laborieuse, des deux confédérations syndicales AFL-CIO et « Change to win» - puisque, il faut le rappeler au passage, la scission de l'AFL-CIO qui a eu lieu à l'été 2005 a constitué un coup très dur porté au mouvement ouvrier organisé.

L'accord au métro de New York, négocié secrètement par le dirigeant du syndicat des transports, R.Toussaint, remet à plus tard la remise en cause frontale du régime de retraite, mais maintient l'instauration de la cotisation assurance-maladie. De plus, il renvoie la prochaine renégociation, non plus à un mois de décembre, mais à un mois de janvier, privant ainsi les travailleurs d'un moyen de pression extraordinaire vu l'impact d'une grève au moment des fêtes.
Or, ce projet d'accord, ratifié par la direction du syndicat par 37 pour, 3 contre et une abstention, a été rejeté lors du référendum de ratification, de très peu, 7 voix d'écart sur les 22 500 syndiqués du Métro participant à cette consultation. Les opposants à la direction ont pour cela mené campagne, contre la diplomatie secrète, et en accusant la direction (selon le *New York Times* du 3 janvier) d'un bradage sans précédent dans l'histoire. C'est une défaite de la bureaucratie syndicale, d'autant plus marquante que ces dirigeants – dont il faut par ailleurs dénoncer inconditionnellement l'envoi en prison !- avaient eux-mêmes été élus en 2000 contre une équipe jugée trop molle.

Or il faut noter que le métro de New York n'est pas le seul cas d'opposition manifeste des travailleurs aux concessions importantes proposées par les appareils syndicaux. Dans l'automobile, les dirigeants de l'UAW (affilié à l'AFL-CIO) ont accepté notamment un vaste programme de départs en préretraite chez General Motors, et Delphi son équipementier attitré, lequel programme peut permettre jusqu'à des dizaines de milliers de suppressions de postes et le remplacement de la main d'œuvre syndiquée par des travailleurs non-syndiqués et donc payés considérablement moins. En quelque sorte, les dirigeants de l'UAW creusent la tombe de ce puissant syndicat de l'automobile. Mais cela ne va pas sans

résistances. En octobre, un accord à General Motors entre la direction et l'appareil syndical, visant à accroître le coût de l'assurance –maladie pour les assurés (salariés de GM et leurs familles), n'a été approuvé qu'avec 61% des votants, ce qui est inhabituellement bas. Un accord similaire passé chez Ford, cette fois-ci, en décembre, n'a été approuvé que par 51% des votants !
Il ne faut pas chercher à embellir la situation des travailleurs : les coups, en en particulier dans ce secteur de l'automobile en crise profonde, ne cessent de pleuvoir. Un accord scélérat en appelle un autre, suivi de plans de fermetures d'usines par dizaines, chez les *Big Three* de cette industrie. Dans le même temps, les coups du gouvernement Bush continuent de s'abattre, et notamment la poursuite des coupes dans les budgets sociaux.

Mais, cela établi, il est clair que le rejet de la politique de l'appareil syndical manifeste la volonté des travailleurs de ne pas subir sans combattre. Cette volonté est sans doute à mettre en relation avec le fait que le gouvernement Bush, à ce stade, ait renoncé à sa « réforme » des retraites, laquelle visait à mettre en pièce via la capitalisation le système de retraites nommé « social security », un des derniers sous-produit restants de la vague révolutionnaire aux Etats-Unis lors des années 30. Mais se conjugue évidemment à cela la crainte des couches sociales intermédiaires de confier leur maigre retraite à des marchés financiers, couches qui n'ont oublié ni les affaires Enron ou Parmalat, ni l'effondrement du Nasdaq à l'aube des années 2000, et qui l'ont fait savoir à leurs représentants élus.

C'est sans doute aucun cette même volonté qui s'exprime au travers des manifestations imposantes de la fraction immigrée de la population américaine contre un nouveau projet de loi sur l'immigration en débat au parlement. Ce nouveau projet n'est pas sans évoquer la loi Sarkozy. Outre le renforcement des contrôles à la frontière mexicaine – avec érection d'un mur inspiré de celui qui découpe la Palestine -, l'accélération des procédures d'arrestation et d'expulsions, il prévoit de passer à « l'immigration choisie », c'est-à-dire de créer un visa de courte durée et ... révocable en cas de chômage ! Enfin, et c'est sur ce point que la majorité républicaine s'est divisée, le projet prévoit des conditions durcies de régularisation (que certains élus républicains et démocrates trouvent encore insuffisantes). C'est contre ce projet de loi qu'ont donc eu lieu d'imposantes manifestations. Mais il faut aussi en saisir les limites politiques, qui renvoient tout à fait à ce que notre texte de conférence soulignait. C'est sur un terrain démocratique, imbibé de patriotisme (« *We are america* » est le slogan dominant des manifestations), que se situe ce mouvement. L'église catholique, qui soutien ces manifestations, n'y est évidemment pas étrangère. Par ailleurs les directions des deux confédérations syndicales, AFL-CIO et plus encore « Change to Win », soutiennent et impulsent aussi ces manifestations. Dès lors qu'il s'est agi de passer à la grève, prévue pour le premier mai (manière de chercher à réclamer ce jour pour le mouvement ouvrier puisque c'est aux USA qu'est né le premier mai comme journée des travailleurs, suite au meurtre par l'armée des manifestants de Chicago à la fin du 19°siècle), d'importantes divisions sont apparues au sein de la coalition formée pour les droits des travailleurs immigrés.

Ces limites sont un fait incontournable. Dans le même temps, et malgré ces limites qui le protègent, il paraît évident que, en relation avec ces développements, le gouvernement Bush connaît des difficultés : en atteste aussi bien le retrait pour l'instant de la « réforme » des retraites qu'une série de démissions et de critiques au plus haut sommet de l'appareil d'Etat, dans l'armée et dans la CIA. Et à l'évidence, ces tensions renvoient à ce qui est l'autre source potentielle de problèmes à venir pour la bourgeoisie américaine : la situation au Moyen-Orient et en Irak.

Irak : une étape s'achève

En effet, on peut légitimement se demander si le processus engagé par l'impérialisme US en envahissant l'Irak en 2003 n'est pas arrivé au bout d'une première étape – étape qui il faut le dire a été un succès sur toute la ligne pour l'impérialisme US. En effet, non seulement des institutions croupion ont été mises progressivement en place, mais encore, au fil des scrutins, les principales fractions politiques en Irak, y compris celles émanant du clergé sunnite, se sont inscrites dans le cadre de ces institutions, de la constitution fédéralo-islamiste rédigée sous la férule de l'impérialisme américain. Une armée irakienne a été constituée. Bref, on est arrivé à la fin d'une première étape, au terme de laquelle Washington escomptait et escompte encore passer le relais de l'exercice du pouvoir à ces instances néo coloniales.

Deux précisions s'imposent : d'abord, autant que possible, il n'est pas dans les intentions de l'impérialisme de démanteler l'Irak (au sujet duquel on ne peut parler de « nation », sauf à considérer que le crayon des colonisateurs français et britanniques qui se sont partagés les dépouilles de l'empire ottoman avait le pouvoir d'en créer). En effet, ouvrir la porte à un Etat kurde serait déstabiliser les autres pays concernés par cette revendication, à commencer par la Turquie (laquelle a ainsi été autorisée en avril par la Maison Blanche à procéder à des incursions militaires au Kurdistan irakien pour rappeler brutalement ses exigences en la matière).
Ensuite, passer le relais aux institutions de type colonial créées en Irak ne signifie pas se retirer militairement d'Irak. En décembre dernier un document publié par le Conseil National de Sécurité indiquait : « *Nous espérons, mais ne pouvons garantir que la présence de nos troupes change dans le courant de l'année prochaine avec l'avancée du processus politique et l'augmentation en nombre et en expérience des forces irakiennes. Même si notre présence militaire est moins visible, elle restera décisive et capable d'affronter l'ennemi partout où il s'organisera* ».

Or, au moment de passer le relais, au lieu d'embrayer, les nouvelles institutions patinent. Plusieurs mois après

l'élection du parlement, les tractations n'ont pas abouti à la constitution d'un nouveau gouvernement, tout juste à un changement de premier ministre pressenti. Précisons que dans les « tractations » entre fractions politico-religieuses, on doit inclure les attentats divers dont la population est plus souvent la cible que ne le sont les forces d'occupation ; ces attentats tracent une sorte de dialogue dans le sang entre les divers clans, cliques, et aussi l'impérialisme lui-même, qui en dernière analyse porte l'entière responsabilité de la situation de chaos dans laquelle est plongé l'Irak.

Que les difficultés soient plus grandes pour relancer l'activité, à commencer par le secteur du pétrole, que pour partager les secteurs de l'économie entre grandes compagnies U.S. n'est pas surprenant. La capacité de l'impérialisme de créer un ordre un tant soit peu stable, même de manière temporaire et limitée, reste à prouver. Le coût d'ailleurs de la seule opération militaire pèse sans cesse davantage sur les finances américaines. Bush vient de demander une rallonge de 70 milliards de dollars pour l'Irak, 50 pour l'Afghanistan. Mais cela démontre si besoin était que l'impérialisme U.S. combat. C'est d'abord en Amérique même, en relation avec les développements de la lutte de classe, qu'il pourrait subir une défaite politique. Tant que ce n'est pas un danger immédiat, il peut se permettre de continuer son offensive de terreur contre tout le Moyen-Orient. Et l'enjeu immédiat pour l'impérialisme US, secondé par les autres puissances impérialistes, c'est d'accroître la pression sur la Syrie et l'Iran, ces pays dont le rôle pour arriver à créer pour un temps une situation viable en Irak est déterminant.

Toute une région sous la pression terrible de l'impérialisme

Concernant la Syrie, un coup essentiel lui a été porté il y a des mois au Liban, grâce au concours direct de l'impérialisme français qui avait ainsi scellé sa réconciliation avec Washington. L'expulsion de la Syrie du Liban au profit de l'impérialisme est un coup dur pour le régime d'Assad, privé (c'était l'un des buts de la création du Liban) d'un débouché naturel vers la mer mais aussi et d'abord d'une source de subsides considérable. La crise du régime Syrien, chassé du Liban à l'Ouest, pressuré par les bombardements américains sur sa frontière Est, est déjà considérable. Elle ne peut qu'aller en s'amplifiant, ce sur quoi compte l'impérialisme (qui utilise notamment pour ce faire l'enquête sur la mort de R.Hariri) pour amener Damas à une attitude dite de « coopération », entendez de soumission totale.

Mais c'est sur l'Iran que se concentrent aujourd'hui les menaces de l'impérialisme. Le prétexte, après les « armes de destruction massive » de l'Irak, est cette fois-ci le nucléaire et le refus épisodique de l'Iran de coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le culot et le cynisme des puissances impérialistes sont décidément sans bornes. Après avoir détruit l'Irak sous prétexte d'armes de destruction massive, après avoir mené deux guerres ouvertes dans la région auxquelles il faut ajouter la guerre larvée menée contre le peuple palestinien, il accuse le régime iranien d'être une menace pour la « paix » ! Il va de soi pour tout internationaliste que les impérialistes, les puissances du « club » mortifère du nucléaire, l'ONU, n'ont aucun droit à décider de l'accès ou non de l'Iran à l'énergie atomique.

Pour autant, si des frappes ponctuelles sur l'Iran ne peuvent être exclues (comme il y en eut contre l'Irak), éventuellement via Israël, l'impérialisme US cherche d'abord et avant tout à amener, répétons-le, le gouvernement iranien à l'aider à stabiliser l'Irak. De plus il aurait du mal, si tant est que tel soit son plan, à rallier les grandes puissances capitalistes à une agression ouverte et directe contre l'Iran.
Dans le même temps, l'attitude de défi à la « communauté internationale » (du grand banditisme impérialiste) qu'a adoptée le gouvernement d'Ahmadinedjad trouve son origine dans la situation interne de ce pays. L'élection d'Ahmadinedjad la présidence exprimait déjà une situation de crise au sommet de l'Etat. Il est certain que, bientôt 20 ans après la révolution prolétarienne et sa confiscation par les mollahs, le pouvoir iranien est à face à un dilemme. Soit la crispation sur le mode de fonctionnement qui fut le sien depuis les années 80, que tente d'incarner le nouveau président, sous couvert de lutte contre la corruption (l'étendard de sa campagne électorale), soit l'acceptation plus ample encore des investissements étrangers et des exigences de la soumission sur tous les plans qu'ils impliquent à terme. Cette crise au sommet s'est par exemple exprimée dans les difficultés pour trouver un accord entre Ahmadinedjad et le parlement sur le nom du ministre du pétrole. Elle semble se conjuguer – encore qu'il faille être prudent – avec, selon l'expression du *Spiegel* du 12 avril « *une série de luttes sociales intenses* » - chauffeurs de bus de Téhéran qui ont tenté de constituer un syndicat indépendant, ouvriers de la pétrochimie, du textile, luttant pour les salaires (alors que 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté). S'y ajoutent des troubles aux frontières avec des minorités nationales, vraisemblablement alimentés par l'impérialisme US. Rien d'étonnant dans ces circonstances de voir le pouvoir iranien tenter de faire jouer les ressorts de l'union nationale face à l'impérialisme US, tout en cherchant de l'autre main à se poser en interlocuteur indispensable de celui-ci.

Mais, une fois encore, c'est le peuple palestinien qui subit la pression maximale, soumis maintenant en plus de la répression militaire sioniste incessante à une tentative de l'étrangler financièrement, notamment de la part des pays de l'Union Européenne qui, en coupant les subsides, accroissent brutalement la misère dans les territoires dépendant administrativement de « l'Autorité palestinienne ».

C'est au lendemain de la victoire électorale du Hamas aux élections générales que ces mesures de rétorsions

assassines ont été prises. Dénoncer ces nouvelles infamies est indispensable. Avoir une appréciation lucide de ces élections l'est tout autant. La victoire électorale du Hamas et la défaite du Fatah ne constituent en aucune manière un point d'appui dans la lutte du peuple palestinien. Que le Hamas ait posé sa candidature au poste de tenancier de la cage à ciel ouvert dans laquelle croupissent les Palestiniens signifie de sa part la reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël et l'acceptation des accords de trahison signés par l'OLP à Washington. Ses dirigeants ont d'ailleurs multiplié les déclarations en ce sens avant et après les élections. Sa victoire, celle d'une formation islamiste ultra réactionnaire qui a prospéré sur la base de l'abandon progressif par la direction de l'OLP des revendications historiques du peuple palestinien, exprime quant à elle l'immense désarroi des masses. Elle est aussi le produit et l'expression du processus de destruction des organisations nationalistes qui découle logiquement (la corruption en étant un aspect) de leur inscription dans le cadre des accords d'Oslo et Washington. Car ceux-ci n'avaient pour but que de leur faire prendre en charge le refoulement du peuple palestinien et la négation de toutes ses revendications nationales et du droit au retour. Car ces revendications exigent au contraire qu'il soit mis fin à l'existence de l'Etat d'Israël et que se tienne une constituante palestinienne.

De son côté, l'Etat sioniste et raciste poursuit méthodiquement, sous la direction du parti fondé par Sharon, son propre plan : l'isolement carcéral pour les enclaves palestiniennes et Gaza, avec le « mur de sécurité » qui s'enfonce des kilomètres et des kilomètres dans la Cisjordanie, les checkpoints, et la poursuite des frappes « ciblées » ; et en même temps le redéploiement et consolidation des colonies, notamment autour de Jérusalem. Le drame au grand jour que vit le peuple palestinien, dans ces enclaves-mouroirs menacées de sombrer dans le chaos n'en finit pas d'indiquer le seul avenir que l'impérialisme peut offrir aux peuples de la région : la barbarie.

Eléments d'appréciation de la situation économique

Selon le rapport d'avril du FMI, la croissance mondiale pour 2005 a été supérieure aux attentes et permettrait d'envisager que pour 2006 une croissance supérieure à celle de 2005, de 3% en moyenne pour les pays capitalistes dominants (3,5% pour les Etats-Unis, 2% pour la zone euro, l'Allemagne et l'Italie y étant à plus encore à la traîne).

On ne peut aucunement exclure par avance qu'un nouveau cycle de croissance après ceux de 1982-1990 et de 1992-2000 soit engagé. Mais il serait hâtif de penser que le tournant dans la politique économique qui a été enclenché aux Etats-Unis à partir de 2001 a d'ores été déjà été digéré.

Bien entendu, ont joué et jouent dans ce sens les reculs imposés sous toutes les latitudes à la classe ouvrière, ou encore la surexploitation extraordinaire de la main d'œuvre chinoise. Les taux d'intérêts ont pu être remontés assez fortement aux USA, et même au Japon le gouvernement a esquissé la fin de la politique des taux zéro. Mais pour autant, on n'en est pas encore à « on passe l'éponge et puis on recommence ». L'espèce d'orgie de crédit qu'ont permise la baisse brutale des taux d'intérêt et l'accroissement des déficits publics, notamment en Amérique, a laissé de profondes traces, a accru les déséquilibres à un point sans précédent.

Il s'agit bien entendu d'abord de l'accroissement des déficits en tout genre des Etats-Unis (balance commerciale, déficit budgétaire, dette). La question récurrente du financement de ces déficits se fait insistante. Un signe est alarmant : alors que les taux d'intérêts de la banque fédérale US ont été remontés à 5%, le dollar n'est pas remonté face à l'euro. Pour le dire autrement : un krach monétaire n'a rien d'impossible dans de telles circonstances. La flambée de l'or en est un autre symptôme. S'y ajoute et s'y combinerait, éventuellement, un krach boursier provoqué » par la remontée des taux, aux Etats-Unis ou encore au Japon. Dans ce dernier pays, la simple annonce de la fin des « taux zéro » qui ont soutenu les cours des marchés financiers a entraîné des réactions de baisse brusque à la mi-mars.

Mais encore : l'impulsion au crédit, au capital fictif, donnée par le gouvernement Bush, a engendré un nouvel accroissement de la masse de capitaux flottants, spéculatifs. De véritables bulles spéculatives se sont formées, d'abord sur les matières premières. C'est le cas du pétrole, d'autant que les capacités de raffinage sont au maximum, que la situation de l'Irak est celle que l'on sait, et que, avec la croissance, la demande continue de progresser, ou encore de l'immobilier qui a servi de refuge à ces capitaux, quelque peu échaudés par l'instabilité des marchés financiers (Enron, etc.). Mais l'ensemble des matières premières est emporté – ainsi sur l'année 2005 les prix des métaux précieux ont grimpé en moyenne de 26%. Entre autres conséquences (ainsi les profits record des compagnies pétrolières), cette inflation ciblée peut se transmettre à la sphère de la production, et jouer un rôle totalement déstabilisant.

La digestion de cette vague de création de monnaie de singe pour faire face à la récession débutée en 2000 dépend en fin de compte de la capacité des principales économies capitalistes à relancer les investissements, sur la base de la hausse du taux de profit. Or il faut relever que, malgré les coups portés aux masses, une tendance récente inquiète suffisamment les économistes bourgeois pour que le FMI y consacre toute une partie de son rapport semestriel : les grands groupes cherchent d'abord à se désendetter, à diminuer leur dépendance aux marchés, voire à thésauriser, plutôt qu'à utiliser les masses de capitaux dont elles disposent pour engager de nouveaux investissements. Comme toute tendance, celle-ci n'est que relative, mais elle jette un voile sombre sur les perspectives de la poursuite à moyen terme de la croissance.

Enfin, alors que les pays d'Asie, à commencer par la Chine, ont joué un rôle d'importance de moteur auxiliaire

dans la poursuite de la croissance, sur la base de leur main d'œuvre qualifiée et surexploitée, des signes répétés semblent annoncer la fin du « miracle économique » obtenu sur cette base (et en liquidant la propriété d'Etat).
La surspéculation et le surinvestissement qui se sont déversés dans ce pays ont eu pour base un taux d'exploitation extraordinaire de la classe ouvrière dans le secteur privé. Or, alors qu'en février, le journal *Libération* rapportait les inquiétudes des investisseurs sur la pénurie de main d'œuvre et la hausse des salaires, *Le Monde* du 17 avril renchérissait : « *La Chine est de moins en moins un pays bon marché* (...) » et soulignait « *une tendance générale pour les entreprises en Chine : l'augmentation des coûts.* ».
Autre élément à signaler: au sommet de l'Etat chinois, des fissures apparaissent. Le *New York Times* a relaté l'existence d'une réunion tenue le 4 mars, réunissant des dirigeants du parti et des économistes pour faire le point sur l'avancement des « réformes ». Lors de cette réunion, théoriquement secrète mais dont les minutes ont été publiées, des dirigeants de premier plan se sont inquiétés d'un « *niveau sans précédent* » de désaccord au sein du parti, certains évoquant sa possible scission, de l'instabilité sociale notamment dans les campagnes.
Signe net des tensions s'exerçant sur la bureaucratie chinoise, le report en mars dernier d'un projet de texte de loi officialisant la propriété privée des moyens de production, écarté de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Ces problèmes ne sont pas propres à la Chine. Au Vietnam, une dépêche AFP du 9 avril rapportait ceci :

« Les sociétés étrangères, qui convergent sur le Vietnam pour profiter d'une main d'oeuvre dite docile et bon marché, s'interrogent depuis quelques semaines sur le sens à donner à une série de grèves spontanées qui ont pris de court les autorités. En trois mois, des dizaines de milliers d'ouvriers ont cessé le travail dans une centaine d'entreprises étrangères, notamment asiatiques, autour de Ho Chi Minh-Ville (sud), réclamant de meilleurs salaires et le droit de créer des syndicats indépendants du Parti communiste vietnamien (PCV, au pouvoir). (...)
La série de grèves, sans doute la plus importante depuis 1975 dans un pays où tout mouvement social doit faire l'objet d'un demande d'autorisation vingt jours avant, a surpris tout le monde.»

Les facteurs de crise sont décidément multiples et menaçants.

Une caractérisation de la période politique

Notre dernière conférence s'est efforcée de porter une caractérisation précise de la période politique dans laquelle nous militons. On pourrait la résumer ainsi.

1) Le cycle historique ouvert par la révolution d'octobre s'est achevé par la restauration du capitalisme. Une période de réaction s'est ouverte, dans laquelle l'ensemble des acquis de la lutte de classe, et avec eux des acquis essentiels de la civilisation humaine, sont menacés d'être balayés. C'est *in fine* ce que les idéologues du capitalisme, mais bien évidemment relayés par les appareils des organisations ouvrières, désignent sous le nom de « *mondialisation* » ou « *globalisation* », cherchant à le maquiller sous l'apparence d'un phénomène économique inéluctable.

2) Elle est marquée par la décomposition du mouvement ouvrier, la prise en charge plus affirmée que jamais par les vieilles directions du mouvement ouvrier des exigences du capital, sans qu'en parallèle la recomposition du mouvement ouvrier se soit engagée, d'autant que la continuité de la Quatrième Internationale a été rompue

3) La puissance sociale du prolétariat, notamment dans les métropoles impérialistes demeure une donnée fondamentale malgré le recul politique et économique qu'il subit, et elle se manifeste en relation avec les développements de la crise du mode de production capitaliste. Des résistances à l'offensive capitaliste s'expriment et s'exprimeront. Mais pour l'instant nulle part le prolétariat n'a pu s'affranchir des limites politiques qui pèsent sur lui à l'échelle mondiale en conséquence de la fermeture du cycle ouvert par la révolution d'octobre, en particulier aller au-delà du cadre de la démocratie bourgeoise, poser subjectivement la question du pouvoir, de la propriété privée des moyens de production et d'échange, ce qui était le cas dans le passé, même en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire.

4) Dans le même temps, nulle part la bourgeoisie n'a les moyens d'écraser le prolétariat, et ce n'est qu'avec le concours des directions syndicales et politiques issues du mouvement ouvrier que ses coups sont portés le plus efficacement. Il n'y a pas pour autant symétrie avec la situation du prolétariat, rejeté sur la défensive et qui encaisse de durs coups. Mais ni la bourgeoisie, ni le prolétariat, ne peuvent remporter de victoires décisives, impuissance réciproque qui donne à la lutte des classes aujourd'hui un caractère instable.
Non seulement la bourgeoisie n'a les ressources historiques, politiques, économiques, pour polariser autour d'elle les couches intermédiaires de la société, et instaurer ainsi un ordre stable, mais encore l'ensemble du système capitaliste reste sous la menace d'une crise dévastatrice, le capitalisme roule vers l'abîme et menace d'y entraîner l'humanité toute entière.

5) Le mouvement même du prolétariat, dans lequel la jeunesse occupera une place importante, l'amènera inéluctablement à puiser en lui les ressources pour mettre un terme à cette période de recul, chercher à se doter des moyens politiques adéquats pour ce faire, de nouveaux partis, et ainsi bouleverser à nouveau les conditions du

combat pour en finir avec l'exploitation et l'oppression capitalistes.
C'est cette perspective sur laquelle nous sommes axés et que notre politique doit s'efforcer de nourrir, selon la méthode qui présida à l'élaboration du *programme de transition* de la Quatrième Internationale : « *Trouver le pont entre la réaction et la révolution – c'est notre tâche. C'est l'apport de tout notre programme de revendications de transition* » (Trotsky, 1939, *Œuvres* tome 21 p.335).

Définir aussi précisément que possible la période politique n'a qu'un objet : y élaborer et y projeter une orientation efficace, définir les tâches prioritaires du point de vue de la construction de l'instrument nécessaire à l'émancipation sociale des travailleurs et de la jeunesse, le parti ouvrier révolutionnaire, l'internationale ouvrière révolutionnaire.

« Guerre sans fin contre le terrorisme », destruction progressive de tous les acquis de la classe ouvrière, menace permanente de crise économique dislocatrice, tous ces éléments doivent pousser les travailleurs et les jeunes les plus conscients à militer en faveur de la seule issue positive à la crise de l'humanité: le socialisme, l'expropriation du capital, l'organisation de la production à l'échelle internationale en fonction de la satisfaction des besoins des masses et non plus de la loi du profit.
Pour ouvrir cette issue, il est indispensable de s'organiser pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires situés ouvertement sur cette perspective, s'organiser en défense des acquis politiques et théoriques que le combat pour la IV^{e} Internationale puis sa reconstruction ont concentrés.

Sans attendre que de tels partis aient été construits, prolétaires, jeunes, intellectuels cherchent et chercheront à porter un coup d'arrêt aux contre-réformes. C'est ces résistances qu'il faut armer, auxquelles il faut contribuer. Comment ?

Tout ce qui précède l'indique avec force : en militant sur la ligne du front unique des organisations du mouvement ouvrier pour combattre et vaincre les gouvernements qui sévissent au compte du capital, pour la rupture de la concertation dont on a vu le rôle manifeste au service de la réaction, pour porter au pouvoir des gouvernements menant une politique anti-capitaliste. C'est cette orientation générale, particularisée à chaque moment, que propose le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

22 avril 2006

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: G.E.R. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

Italie : après avoir failli permettre à Berlusconi de se maintenir, Prodi et sa coalition pourront-ils poursuivre l'offensive contre les travailleurs ?

Une nouvelle fois, le prolétariat est tenu à l'écart de la scène électorale

Les élections législatives italiennes, des 9 et 10 avril 2006, ont donné une fois de plus lieu à la constitution de listes d'union, pour la chambre des députés. Le mode de scrutin mis en place en 1993 y pousse, certes. En effet, il prévoit que 475 députés sont élus selon un mode de scrutin uninominal à un tour, tandis que les 155 restants le sont à la proportionnelle au plus fort reste.
C'est cette particularité qui a servi d'argument, depuis des années, aux Democrati di Sinistra, (DS, Démocrates de gauche, parti issue de l'ancien PCI, le plus important), pour ne plus se présenter sous leurs propres couleurs pour l'essentiel du scrutin, mais celle de « l'Olivier », une alliance avec des partis bourgeois, réunis eux-mêmes dans l'autre composante de l'Olivier, la Magherita, dont font partie d'anciens démocrates chrétiens, comme Prodi.

Mais pour ces élections législatives et sénatoriales, un nouveau pas a été franchi – lequel d'ailleurs n'est pas resté sans échos en France (ainsi Kouchner ou autres 'chefs' sans troupes au sein du PS) : les primaires pour désigner la tête d'une coalition bien plus large, nommée « l'Unione ».

Cette dernière rassemble en plus de « l'Olivier » d'autres formations bourgeoises issues pour l'essentiel de l'éclatement de la Démocratie Chrétienne, mais aussi les deux autres organisations issues de l'éclatement du Parti Communiste Italien, à savoir le PRC (Parti de la refondation communiste) et les CdI, Communistes d'Italie.

Le but des primaires à gauche : organiser l'effacement des partis du mouvement ouvrier derrière un fidèle serviteur du grand capital italien...

Le 17 octobre 2005, le premier acte des élections générales était la tenue des primaires dans toute l'Italie. En soi, l'acceptation par la totalité des partis du mouvement ouvrier de ce cadre est déjà un crime contre les principes élémentaires d'indépendance de classe, puisqu'ils s'engageaient ainsi sans retour dans une coalition qui va loin, très loin sur la droite (ramassant on l'a dit de multiples débris de la Démocratie Chrétienne et autres partis bourgeois ne se réclamant même pas formellement de la « sinistra », de la « gauche »).

Si toutefois DS, PRC, CdI, estimaient que pour la partie uninominale à un tour, pour ne pas être balayés séparément du parlement, il leur fallait passer un accord, rien ne s'opposait à un accord de répartition des circonscriptions entre eux. Le contenu des primaires est tout à fait différent et le mode de scrutin, répétons le, ne sert que prétexte. Il s'est agi d'organiser l'alignement de la totalité du mouvement ouvrier organisé sur un homme-lige du grand capital italien, Romano Prodi, technocrate de premier plan en Italie d'abord, (il a été secrétaire d'Etat dès 78 dans un gouvernement Andreotti) puis à la commission de Bruxelles qu'il dirigea, puis à la tête du gouvernement italien avant que Berlusconi ne gagne les élections, Prodi, démocrate-chrétien de toujours. A cette fin, les DS n'ont pas présenté de candidat – alors qu'ils sont numériquement et politiquement le premier parti de la coalition. Se sont affrontés d'un côté Prodi, soutenu à fond par les DS, et de l'autre Bertinotti, principal dirigeant du PRC. Au terme d'un scrutin marqué par une participation importante (4 million, sans aucune critère sélectif – n'importe quel quidam pouvant donc imposer aux partis le candidat de son choix), Prodi se trouvait plébiscité par plus de 70%, contre 15% à Bertinotti.

Non seulement les primaires ont à nouveau consacré le soutien des DS, à Prodi, mais ces derniers se sont aussi couchés dans le lit de Procuste de l'Unione, en acceptant en même temps que la direction de Prodi, son programme fabriqué par son « think tank » sous couvert de l'instance de « démocratie participative » nommée *la fabbricca*... Mais de ce point de vue, l'acceptation du programme de Prodi vaut pour tous ceux qui se sont inclinés devant les primaires et leur résultat (PRC et CdI).

...et son programme

Or, quel programme défend Prodi ? De cette coalition bourgeoise est sorti un programme parfaitement bourgeois. C'est d'ailleurs, fait significatif, dans une réunion de la Confindustria, à Vicence, le 17 mars, que Prodi en a exposé les axes essentiels. Voici le récit du journal *Le Monde* du 18 mars :

« Romano Prodi, le leader du centre-gauche pour les élections législatives italiennes des 9 et 10 avril, a réussi son examen de passage, vendredi 17 mars à Vicenza, devant 5 000 chefs d'entreprise réunis par la Cofindustria, l'organisation patronale italienne.

L'ancien président de la Commission européenne a été bien accueilli, mais sans enthousiasme excessif, dans cette région du nord-est dominée par les petites et moyennes entreprises, traditionnellement proches du centre droit (...) Interrogé par une dizaine d'entrepreneurs, M. Prodi a développé son programme de gouvernement au cas où l'union de la gauche remporterait les élections. L'impôt sur les entreprises, régulièrement qualifié de taxe voleuse par Silvio Berlusconi ? « Nous ne le supprimerons pas, mais nous l'améliorerons. » La fiscalité sur le travail : « J'ai promis une réduction de 5 %

la première année, ce n'est pas un objectif facile, mais nous avons fait les comptes avec précision. »
L'énergie : « Notre objectif de diminuer les coûts de 20 % en cinq ans est réaliste. » Le développement du Mezzogiorno, les régions pauvres du sud : « Les incitations fiscales sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes, a expliqué M. Prodi. Il faut une stratégie industrielle très forte ». »

Des promesses qui s'adressent au patronat italien. « *"Je suis très satisfait", a déclaré le patron des patrons italiens Luca Cordero di Montezemolo. "Nous ne sommes pas alignés et nous refusons d'être tirés par la manche", a-t-il aussi affirmé, prenant du recul vis-à-vis des deux coalitions* ». Sans pouvoir trop s'engager aux côtés de l'ancien président de la commission européenne, les représentants du capital financier italien, marquent leur satisfaction, comme ils ont marqué leur mécontentement, aussi pendant la campagne, vis-à-vis de Berlusconi.

De fait, lorsque Berlusconi s'est rendu à Vicence le lendemain, c'est pour accuser les principaux dirigeants de la Cofindustria de faire la campagne pour Prodi en ces termes : « *Un entrepreneur, à moins d'être fou, ne peut soutenir la gauche que s'il a beaucoup de cadavres dans le placard* ». C'est une confirmation indirecte : Berslusconi s'indigne que le candidat favori du grand patronat italien soit Prodi.

Que pas une tête ne dépasse !

Autre fait marquant qui a précédé l'élection et qui caractérise on ne peut mieux les listes de *l'Unione*: l'exclusion des listes du PRC de Marco Ferrando, à la demande de Prodi par les dirigeants du PRC. M. Ferrando fait partie d'un courant du PRC, se réclamant du trotskysme, « *projet communiste* », qui représente 6.5 % des votants du dernier congrès. Il a été expulsé des listes pour ses déclarations sur l'occupation de Nassirya en Irak par les troupes italiennes, qui soulignent le caractère impérialiste de l'occupation de cette ville, et le rôle de l'office italien du pétrole. Voici le récit qu'en fait dans *Inprecor* de mars-avril 2006 le responsable d'un courant concurrent, « gauche critique » (pabliste) :
« ... *Dans une interview donné au quotidien Corriere della sera du 13 février 2006, à la question « C'est donc juste de tirer sur nos soldats ? », Marco Ferrando a répondu : « Nous sommes pour la revendication du droit aux soulèvements populaires irakiens contre nos troupes. Tous les épisodes où il y a eu nos morts, rentrent entièrement dans la responsabilité d'une mission militaire au service de l'Organisme national des hydrocarbures ». A la question suivante — « Vous dites que nos soldats morts à Nassiriya étaient au service de l'Organisme national des hydrocarbures » — Ferrando a répondu : « Dans un document réservé du Ministère des activités productives d'Antonio Marzano, produit six mois avant la guerre, on soutenait l'intérêt de l'Organisme national des hydrocarbures à aller à Nassiriya parce que c'est là qu'il y avait du pétrole ». Le tout a été publié sous le titre : « Tirer sur nos soldats ? Un droit des Irakiens » et le sous-titre : « Ferrando : Nassiriya fut un cas de résistance armée ». Rappelons que 19 militaires italiens avaient été tués à Nassiriya en 2003 par un attentat et que ce massacre avait entraîné une union sacrée en Italie.* »

L'éviction des listes du PRC pour cause d'anti-impérialisme révèle ce qu'est l'Unione, y compris sur la question du retrait des troupes italiennes de l'Irak, qui est envisagé du seul point de vue des intérêts de la « nation », comprendre de la bourgeoisie italienne, et donc « dès que possible » et « en concertation » avec les Etats-Unis.

La direction de la CGIL s'aligne également

Durant la campagne électorale, du 1er au 4 mars, à Rimini, s'est déroulé le congrès de la plus puissante organisation ouvrière d'Italie, la CGIL, centrale syndicale confédérale, forte de 5 millions d'adhérents. Au programme, un texte d'orientation dont l'économie générale est d'éviter de parler en tant que telle de toute question brûlante de la lutte des classes, comme c'est bien souvent le cas dans la plupart des congrès syndicaux partout en Europe – cf. l'article publié sur le récent congrès de la CGT dans le précédent numéro de *Combattre pour le Socialisme*.
Le texte se présente comme les propositions de la CGIL dans de nombreux domaines : «*thèse 1 : le défit du travail et de la mondialisation* » ; « *thèse 3 : défendre la constitution, poursuivre la transition politico-institutionnelle* » ; « *thèse 4, l'Italie en crise, le projet de la CGIL* » pour ne citer que les axes les plus parlants. Le texte confédéral a fait l'objet de contre-proposition partielles seulement sur les thèses 8 et 9, « *Les politiques conventionnelles* », deux textes s'opposant sur la politique à mener face aux négociations sur les conventions collectives ; et la thèse 9, sur « *la participation, quel axe stratégique pour reprojeter le pays, les valeurs de la confédération, l'autonomie, et l'unité* », où il est question de plus de participation vers la cogestion. En effet, les trois textes commencent tous par la même phrase, postulat commun, « *la société italienne a besoin de plus de participation pour renforcer la démocratie.* »

On cherchera vainement l'exigence de l'abrogation des principales lois réactionnaires prises par le gouvernement Berlusconi, notamment la loi Biagi, dite loi 30 (cf. *infra*), évoquée ici ou là, certes, mais jamais sur le terrain de l'abrogation, il s'agirait dans ce cas de « *dépasser la loi 30* », et d'en « *combattre la philosophie* ». De même on fait des propositions pour remettre l'école au centre la formation, sans parler de la loi Moratti, on dénonce les privatisations, sans exiger l'expropriation des entreprises ainsi vendues... *ad nauseam*.

Dans le congrès la direction confédérale a été plébiscitée. Le comité directeur de 161 membres a reconduit G. Epifani, à 96.5 % des voix. Le texte de la confédération a été adopté dans son intégralité, et les amendements proposés aux thèses 8 et 9 ont été largement battus. Or, le

contenu politique de ce congrès et son enjeu essentiel, c'était la position pour les élections. L'appareil de la CGIL s'est de fait engagé à fond derrière Prodi ! Ce dernier est venu ramasser en personne la mise, invité devant ce congrès pour prononcer un discours appelant la CGIL à le soutenir, ce à quoi la direction de cette centrale répondit positivement (proposant un accord pour la durée de la législature).

Que signifie cet engagement ? On a pu le mesurer dès avant les élections, par le contenu sur lequel était appelé une journée d'action dans la Chimie par la fédération CGIL (mais aussi de l'UIL et de la CISL, c'est bien le moins), le 10 mars.
« *1) un plus fort investissement vers la formation et la recherche scientifique ; 2) aider les entreprises qui ont décidé de s'installer dans notre pays par de nouvelles formes d'allègement fiscal ; 3) intervention auprès du parlement européen pour le soutien des entreprises ... qui évitent les délocalisations ; 4) activer les regroupements et les fusions pour permettre la croissance des entreprises... condition indispensable pour leur compétitivité ; 5) un plan énergétique national... afin de réduire la différence des coûts de l'énergie avec les autres pays ; 6) simplifier les procédures bureaucratiques afin de faciliter les investissements et attirer des capitaux étrangers...* » Pas une revendication ouvrière à l'horizon, et des termes dignes d'un programme d'un candidat bourgeois aux élections législatives. Le tout une semaine avant la rencontre de Prodi et de la Cofindustria : Prodi avait là un atout majeur à faire valoir au patronat, à savoir une possibilité de « paix sociale » dont on ne peut pas dire qu'elle fut la règle sous le gouvernement Berlusconi, ainsi que notre bulletin a eu plusieurs fois l'occasion de le souligner.

L'attitude de la direction confédérale de la CGIL a été fort claire après la victoire de Prodi. Elle a salué ce résultat, et a souligné que le gouvernement « *avait mandat pour appliquer son programme* ». Puis elle a salué chaudement l'élection de Marini comme président du Sénat, en tant qu'ancien syndicaliste CISL, émanation du catholicisme social, organisation corporatiste du Vatican et de la démocratie chrétienne, et enfin celle de Bertinotti du PRC à la chambre des députés, avec tout de même un peu moins d'enthousiasme il faut bien le dire, quoique celui-ci ait été adhérent de la CGIL ! Enfin, le 1er mai, en chœur avec l'UIL et la CISL, les dirigeants confédéraux de la CGIL ont appelé à la formation rapide du gouvernement Prodi, afin qu'il commence vite à gouverner !

L'aboutissant du dispositif d'éviction de la classe ouvrière : Berlusconi pose au « vainqueur moral »

Voici les résultats des élections à la chambre des députés.

Listes	Voix 2006	% des exprimés	Sièges	Voix 96	Voix 2001
Forza Italia	9 045 384	23.7	137	7 712 149	10 921 146
Alleanza Nazionale	4 706 654	12.36	71	5 870 491	4 459 397
UDC	2 579 951	6.77	39	2 189 563	1 193 643
Lega Nord	1 748 066	4.58	26	3 776 354	1 461 854
Autres listes	745 467	2.00	4	-	-
Total « droite »	18 976 460	49.73	277	12 189 692	16 844 387
L'Olivier	11 928 362	31.26	220	13 020 768	12 921 146
PRC	2 229 604	5.84	41	3 213 846	1 868 113
CI	884 912	2.31	16	-	619 912
Autres partis	3 369 388	8.80	63	-	-
Total « gauche »	19 001 684	49.80	340	16 144 614	15 409 172

Au-delà des difficultés des comparaisons, d'une élection à l'autre, tant les alliances électorale fluctuent, notamment par l'intégration dans l'Unione, de listes qui étaient « indépendantes » dans les élections précédentes, comme la liste du juge Di Pietro, chevalier de l'opération « mains propres » des années 90, ou encore, la liste « rose au poing », de Pannella et Bonnino, ancien dirigeant du parti radical, et ancienne commissaire européenne, spécialiste de « l'action humanitaire », sorte de Kouchner au féminin, s'étant prononcée pour l'intervention au Kosovo, il est possible de faire apparaître des tendances.

La première, c'est que la coalition de Berslusconi ne cesse de gagner des voix, et que Forza Italia se renforce sans cesse dans cette coalition. Il lui a manqué bien peu pour qu'il puisse se maintenir au pouvoir !

C'est ainsi que Berlusconi a pu longtemps contester le résultat des élections, puis a fini par souligner qu'il en était le « vainqueur moral », et que la fragilité de l'Unione, son hétérogénéité, feraient du gouvernement de Prodi, une « *parenthèse* ».
De fait, il n'est pas possible d'affirmer que l'Italie en a fini avec Berlusconi suite à sa courtissime défaite, qu'il faut replacer par rapport au scrutin régional de 2005, où il semblait que Berlusconi pouvait réellement être balayé. C'est assez spectaculaire.

En effet depuis 2005, si Berlusconi a le pouvoir c'est aussi l'homme le plus décrié d'Italie. Il a dû essuyer à plusieurs reprises de vastes mouvements de la classe ouvrière et du prolétariat italien. Dès son arrivée au pouvoir marquée par la répression des manifestants au sommet du G8 à Gênes, il n'a pu imposer sa politique comme il l'aurait souhaité. En mars 2002, l'immense manifestation à Rome, puis la grève générale d'une journée en avril, ont rogné les ailes de sa politique. Il a dû partiellement maintenir l'article 18, et n'appliquer sa réforme qu'aux petites entreprises. Les manifestations contre la guerre en Irak qui ont regroupé plusieurs millions de personnes, ne l'ont certes pas empêcher d'envoyer un petit contingent occuper Nassirya en zone chiite, mais cette question pèse sur son bilan politique.
Les élections régionales de 2005 avaient marqué un échec très net pour la « maison des libertés », sa coalition politique, qui a perdu 6 régions, ne gardant plus que la Lombardie et la Vénétie. Tout aurait dû concourir à une écrasante défaite ! La manière dont s'est engagé la campagne électorale, sous le signe de la fin annoncée de Berlusconi, a montré aussi qu'une partie non négligeable de la bourgeoisie italienne souhaitait son départ.
Carlo Azeglio Ciampi, le président de la république sortant l'a toujours remis en place sous la législature, mais ce fut encore plus intense durant la campagne, au sujet de l'utilisation de la télévision. Pendant les mois qui précédaient était sorti le film de S. Guzzanti, *Viva Zapatero !*, une charge contre l'utilisation des médias par Berlusconi. Durant la fin de l'hiver deux ministres ont dû démissionner, l'un représentant de la Ligue du Nord, pour propos anti-musulmans, au moment de l'affaire des caricatures, parce qu'il a provoqué un incident diplomatique avec la Libye (ancienne colonie italienne), et l'autre, d'Alliance nationale, pour un sombre affaire d'espionnage politique. La campagne a été aussi dominée par l'affaire de la banque d'Italie... Et les juges, qui tentent en vain de faire passer Berlusconi devant leurs tribunaux, se sont remis de la partie. Enfin, la Cofindustria, la confédération patronale italienne, dirigée par le patron de Fiat, Luca Cordero di Montezemolo, ne lui a pas accordé son soutien politique, et certains patrons l'ont même violemment attaqué, comme Diego Della Valle, patron de Todd's.

Rien n'y a fait ! Face à une large union, il a réussi à faire en sorte de n'être devancé que de quelques dizaines de milliers de voix à la chambre des députés, tandis que la loi électorale qu'il avait fait voter à l'automne pour limiter les effets d'une victoire de la coalition dite de « centre-gauche », s'est retournée contre lui en assurant une majorité nette à Prodi.

Berlusconi a su utiliser tous les ressorts du populisme, ses chaîne de télévision, il a exprimé les sentiments d'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie italienne, minée par des années de crises, à qui il a cherché à accorder jusqu'à la fin des « baisses d'impôts », et tenter de rallier en agitant le « spectre du communisme », dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne plane pas sur l'Italie. Mais sans doute une fraction de la bourgeoisie italienne a été sensible à l'argument que l'hétérogénéité de la coalition de *l'Unione* lui interdirait de gouverner efficacement au compte de la bourgeoisie.

En tout état de cause, un premier bilan de l'opération « primaires » peut être tiré : Berslusconi, que tout condamnait, a largement mobilisé et a failli repasser.

Echec électoral des partis du mouvement ouvrier

Si l'on regarde les résultats des élections sénatoriales, dans lesquelles les DS et le PRC ont présenté leurs propres listes, un second constat s'impose : ils sont finalement les seuls perdants d'une élection remportée de justesse par Prodi sur Berlusconi. La coalition de Prodi remporte d'une courte avance l'élection, mais dans son sein, se sont les partis nouvellement intégrés, les formations bourgeoises qui progressent en voix, et non l'Olivier, et pas non plus le PRC et les Communistes d'Italie, qui ne peuvent retrouver les scores du PRC de 1996 (avant la scission des CdI), même en additionnant leurs voix.

Les DS ne réalisent que 5 977 313 voix, soit 17,5 % des exprimés, et le PRC, 2 518 624, un peu mieux qu'à la chambre des députés, et 7.37 % des exprimés, les socialistes (qui ne se présentaient pas non plus à la chambre des députés, et pour cause !) 126 325, soit 0.37 %. Au total puisque les Communistes d'Italie ne se présentaient pas à ce scrutin, 8 622 262 voix, 25,24 % des exprimés, se sont portés sur les organisations issues du mouvement ouvrier.

C'est bien en deçà des élections de 1996, où le total était de 11 012 964 voix et 29,7 % des exprimés, et également en dessous des scores du seul PCI dans les années antérieures à 1990. Et ceci dans un contexte marqué par une participation extrêmement importante à ces élections. La décomposition organisationnelle du mouvement ouvrier italien s'accroît donc, sans cesse, comme résultante d'une politique d'alignement ouvert sur les desiderata des Agnelli et autres magnats du capitalisme italien.

A cet égard, il faut mentionner que, avant les élections, un projet de parti unifié « le parti démocratique », absorbant les DS et diverses formations bourgeoises, a capoté devant la résistance de l'appareil des DS. Il peut ressurgir, tout comme sont possibles des manœuvres en tout sens entre les Démocrates Chrétiens de « l'unione » et ceux de la « maisons des libertés » dirigée par Berlusconi. En matière de manœuvres, la désignation du nouveau gouvernement et la répartition des postes ont été « riches ».
Autre élément d'appréciation : la situation au sein du PRC. Parmi les « opposants» à la direction, il faut mentionner le courant de la « gauche critique », dirigée par les militants italiens pablistes, courant qui affirme dans *Rouge* n° 2156, journal de la LCR, son intention de soutenir au parlement le gouvernement Prodi :

« Mais nous n'avons pas occulté le fait que nos voix étaient nécessaires à la naissance du gouvernement Prodi et, surtout, au départ de Berlusconi du Palazzo Chigi (le siège du gouvernement), départ demandé par la grande majorité de l'électorat. »

La LCR et ses représentants locaux soutiennent donc Prodi, un soutien « critique », et cherchent à « faire pression » sur le gouvernement pour lui faire adopter un programme de gauche ! Mais la prise en charge de cette politique est lourde de crises de décomposition du PRC lui-même. Et c'est au moment même qu'une crise semble inévitable, qu'un autre courant d'opposition interne, le courant « projet communiste » a décidé de quitter de lui-même ce parti après y avoir pourtant passé les quinze dernières années sans trop de difficultés.

Une coalition hétéroclite...

Malgré la résistance symbolique opposée par Berlusconi à la formation d'un gouvernement dirigé par Prodi, celui-ci a fini par démissionner le 2 mai. Mais déjà l'élection des présidents des chambres avait beaucoup préoccupé les parlementaires, nécessité une négociation interne fort serrée, les DS servant une nouvelle fois de carpette la coalition en renonçant finalement à présider une chambre, alors que c'est le parti le plus important de *l'unione*. Le dispositif choisi montre d'ailleurs qu'il faut balayer le spectre le plus large, afin d'obtenir le soutien sans faille de toutes les organisations issues du PCI. Ainsi Bertinotti a-t-il été élu président de la chambre des députés, tandis que les Communistes d'Italie eux ont posé leur candidature à la participation au gouvernement. Enfin, malgré le tir de barrage de Berlusconi contre D'Alema, les DS ont obtenu la présidence de la république, en la personne de Giorgio Napolitano. Ce dirigeant historique du PCI de l'époque de Berlinguer, âgé de 80 ans, et précédemment sénateur à vie, a pris tous les tournants du PCI, depuis le soutien à l'entrée des chars à Budapest, l'année où il est entré au CC du PCI, au « compromis historique » dont il a été un des partisans, à la transformation en PDS puis DS.

Massimo D'Alema devra se consoler avec le poste de vice-premier ministre, à égalité avec Rutelli, ex- maire de Rome.

La composition d'un gouvernement de collaboration de classe est décidément un travail d'orfèvre. Les laborieuses tractations pour satisfaire les uns et les autres sont bien entendu inhérentes au parlementarisme bourgeois qui est toujours le mode de fonctionnement des institutions de l'Italie.

Mais s'agissant de l'association de partis ouvriers-bourgeois et de partis bourgeois, ces tractations ont un double caractère. Elles témoignent à la fois de la nécessité de lier les mains de ces partis en échange de postes d'importance – mais donc dans le même temps du caractère hétéroclite de la coalition, laquelle peut être confrontée aux aspirations des masses. Celles-ci n'ont cessé de se manifester durant des années contre la politique de Berlusconi. Elles ont, en partie, cherché à signifier son congé à Berlusconi dans le cadre des élections malgré l'impossibilité de s'y rassembler sur leur propre terrain. Et en conséquence, on peut envisager comme tout à fait probable sans être certain que des affrontements aient lieu sur une question simple : la remise en cause des mesures anti-ouvrières accumulées en tout domaine par Berlusconi.

L'oeuvre du gouvernement Berlusconi-Fini-Bossi.

Sans avoir remporté de victoire décisive sur le prolétariat italien (cf. la manœuvre en recul qu'il a consentie sur l'article 18 qui régit les conditions de licenciements), Berlusconi a mis en œuvre un certain nombre de « réformes ». La réforme des retraites a été terminée, bien qu'il ne se soit agi que d'achever le travail entamé en 1992 et surtout en 1995.

La loi Biagi de 2003 est certainement ce qui est le plus spectaculaire de son mandat, et il faut dire qu'elle a profondément touché les travailleurs italiens, puisque 70 % des contrats de travail signés en 2005, le sont sous la forme des contrats précaires mis en place par la loi Biagi. Après le relatif échec sur l'article 18, en son temps la loi Biagi est passée sans qu'aucun mouvement significatif n'ait été enregistré, aussi rien n'a été écrit à son sujet dans les précédents articles de *CPS*. Elle fut cependant au cœur de la campagne électorale 2006. Il faut y revenir ici.

Si elle s'appuie sur l'existence de contrats précaires qui existent depuis longtemps, notamment le « co.co.co » (contrat de collaboration coordonnée) apparu dès les années 80, ou encore sur le « paccheto Treu », petit pacte Treu, signé en 1996 par les dirigeants des organisations syndicales, elle permet d'élargir encore le recours au travail « atypique ». Le « *co.co.co* » est transformé par la loi Biagi en « *co.co.pro* », « *contrat de collaboration coordonnée et continuée sur projet* », bref une forme de contrat de mission. Un contrat administré ouvre le marché du travail, aux intérimaires très largement. Des contrats de formation et d'apprentissage s'ajoutent à cela, mais surtout le contrat de travail à l'appel, contrat « intermittent », sans précision de durée, mais qui peut être renouvelé tous les mois ou tous les matins... et même un contrat « partagé » entre plusieurs salariés qui définissent ensemble leur temps de travail respectif.

Ces contrats, tout particulièrement le « *co.co.pro* », et le travail « à l'appel », ont connu un véritable succès auprès des employeurs italiens. Et des fractions entières du prolétariat italien, jeunes ou moins jeunes sont soumises à ces conditions. On appelle les trentenaires contraints à rester dans leur famille ou à la collocation, les

« milleuristes », en fonction de leur salaire moyen de 1000 euros. Ainsi que le souligne *l'Humanité* du 5 avril :
« *Phénomène marquant des dix dernières années en Italie, la précarité est devenue le mode de gestion courant de la main-d'oeuvre dans un nombre toujours croissant d'entreprises. Les PME industrielles du nord du pays et les sociétés de services de la capitale sont particulièrement friandes de la multitude de contrats « flexibles » qui ont été créés pour elles depuis le milieu des années 1990, d'abord par la loi Treu en 1997 (sous le gouvernement Prodi), puis par la loi Biagi de 2003. Pas moins d'une quarantaine de dispositifs différents cohabitent actuellement ; ces contrats dits « atypiques » et les CDD concernent en tout un peu plus de quatre millions de travailleurs.*

Comme beaucoup de jeunes de sa génération, Maria n'a, elle, connu que des formes d'emploi précaire depuis son entrée sur le marché du travail il y a trois ans. Titulaire d'une maîtrise des sciences de l'écologie, elle a commencé comme « collaboratrice coordonnée continue » (co.co.co.), le contrat le plus utilisé avant 2003, pour une agence publique de l'environnement. Un statut qui mêle les contraintes du salariat à celles du travail indépendant.
« Je n'avais ni congés payés ni arrêts maladie ; pour ne pas perdre une journée de travail, il m'est arrivé de venir malade, se rappelle Maria. Je n'avais pas de pause repas fixe et pas de remboursement de mes frais comme les autres salariés. Pourtant, je pointais comme tout le monde et je devais être disponible toute la journée. » Le tout pour un salaire horaire de 6,40 euros, soit entre deux et trois fois moins que ses collègues pour un travail équivalent. Un soir de juillet 2004, Maria reçoit un coup de fil de son supérieur : « Il m'a juste dit que le contrat était fini, qu'il n'avait plus d'argent pour me payer. »

Pas besoin de motif, le co.co.co. et son dérivatif depuis 2004, le co.co.pro. (contrat de projet), peuvent être rompus à tout instant, et de façon unilatérale, par l'employeur. »

Le Monde du 7 avril décrit la situation de ces employés atypiques, et leurs revenus (même s'ils ne sont pas les seuls concernés par les salaires de misère):
« *Ce sont les "milleuristes". Le néologisme est à la mode en Italie. Il désigne tous ceux qui doivent se débrouiller avec plus ou moins 1 000 euros par mois. Parmi eux, il y a, selon les statistiques officielles, les deux millions de salariés de 15 à 40 ans qui gagnent moins de 900 euros, auxquels s'ajoutent un demi-million de travailleurs indépendants. Mais les "milleuristes" forment surtout la masse grandissante des « atypiques »...*

Le Monde donne les chiffres suivants :
« *89 % des 17-24 ans gagnent moins de 1 000 euros par mois et 65 % des 25-32 ans, selon l'Institut d'études IRES, dépendant du syndicat CGIL (gauche) ; 70 % des femmes qui travaillent sont des "milleuristes" ; 87 % des moins de 25 ans ont des contrats de travail à court terme, 53 % pour les 25-32 ans. Les moins de 30 ans ne représentent que 21 % des contrats "atypiques", qui touchent majoritairement les 30-59 ans (68 %)* »

La loi Biagi, venant s'ajouter aux dispositifs précédents a donc considérablement aggravé les conditions d'existence de fractions entières du prolétariat, aussi bien quant au contrat de travail lui-même, que pour la couverture sociale, ou les revenus. Pour certains observateurs la loi Biagi est une officialisation du travail au noir qui frappe particulièrement ce pays.

La « dévolution », véritable explosion du cadre national de l'administration italienne et des différents services publics, qui doit être soumise à référendum en juin, ou encore la loi Moratti sur l'enseignement ont aussi leur importance.
Il faut ajouter l'accord sur la convention collective des 3.5 millions de fonctionnaire d'Etat, qui obtiennent 5,1 % d'augmentation de salaire, contre les 8 % revendiqués, mais en le conditionnant à une réduction de 110 000 postes d'ici à 2007, par le non renouvellement des départs en retraite.
Quant à l'assurance maladie, qui est passée en 1978 (lors du compromis historique) d'un système de sécurité sociale, géré notamment par les organisations syndicales, elle est devenue un système dit « universel », c'est-à-dire où les cotisations sont fiscalisées sur le modèle du système de santé anglais, et géré par des caisses régionales. Depuis l'arrivée de Berlusconi, la gestion des caisses régionales a pris pour modèle la Lombardie qui a ouvert largement le système à des intérêts privés, à des entreprises d'assurances, notamment. Les privatisations des entreprises nationales se sont multipliées ou ont été engagées par Berlusconi, notamment, celle d'Alitalia, ce qui a été douloureux pour les travailleurs de cette entreprise, confrontés à des plans de suppressions de postes et de licenciements, mais il faudrait y ajouter celle des services hydrauliques (qui permettent notamment l'irrigation et le drainage dans les plaines agricoles du Sud), ou encore celle en cours des autoroutes.

Enfin le gouvernement a pu avancer sur la réforme fiscale, en particulier en allégeant la fiscalité des entreprises, sur la « régularisation » de la fraude fiscale, en l'amnistiant purement et simplement, sur la « régularisation » du travail au noir, en le rendant officiel, notamment grâce à la loi Biagi. Ces amnisties et lois permettant à Berlusconi de se dégager de l'étreinte des juges, valent pour l'ensemble du patronat italien. Sans avoir porté de coups décisifs, ce bilan pour la bourgeoisie est loin d'être négligeable. Mais il ne suffit pas.

Les angoisses de la bourgeoisie italienne

Le bilan économique des cinq années de gouvernement Berlusconi est pourtant mitigé. Les difficultés de l'économie italienne sont accentuées depuis l'entrée dans l'euro. Les grands groupes industriels ont connu des faillites ou des quasi-faillites, Candy, Parmalat, et même Fiat, baromètre de la santé économique de l'Italie. Pour les petites entreprises c'est encore plus difficile, elles se trouvent confrontées dans le secteur textile à la concurrence chinoise, sans pouvoir jouer sur les ressorts de la dévaluation compétitive traditionnellement employés

du temps de la Lire. Certains ministres du gouvernement italien ont même ouvertement évoqué la sortie de l'euro lors de la préparation de la « constitution européenne »...

Embarqué auprès de Bush, Berlusconi a fait le choix de la « nouvelle Europe », mais finalement se trouve relativement isolé dans l'Union Européenne. L'offensive contre le « patriotisme économique » de la France, menée par l'Italie n'a pas trouvé de conclusion. Et le poids de la dette italienne pèse. Le commissaire européen Prodi en a fait d'ailleurs son axe de campagne.

L'Italie se trouve donc dans une crise de langueur : deux ans consécutifs de stagnation du PIB. L'Italie plus que la France encore, étant considérée comme l'homme malade de l'Europe. Selon *l'Unita*, l'ancien organe du PCI, proche des DS, les chiffres du second semestre 2005 sont les suivants : « *L'industrie au sens strict, et l'agriculture ont subi une contraction de 0,2%, le bâtiment de 0,5%. La valeur ajoutée a augmenté de 1 % dans les services, de 0,3 % dans le bâtiment, de 0,1 % dans le secteur industriel, et l'agriculture a connu une baisse de la valeur ajoutée de 6,2 %.* » L'économie italienne va donc mal.

Quant aux gains de productivité elle est très largement distancée par les voisins : tandis qu'elle croissait de 8 % dans l'Union européenne, et de 15 % aux Etats-Unis, ces dernières années, elle n'a augmenté que de 1,2 % dans le même temps en Italie, selon Pininfarina, un des responsables de la Cofindustria interviewé par *l'Unita* le 17 mars 2006, et qui souligne qu'on enregistre rarement un tel phénomène dans un pays industrialisé. Au point qu'en mars dernier, certains patrons italiens, inquiets, soulignaient qu'à ce train, l'Italie sortirait du G8, bref que l'impérialisme italien ne pourrait maintenir son rang déjà bien faible.

Ces angoisses sont à mettre en relation avec les développements de la lutte des classes ces dernières années. Les luttes du prolétariat italien se sont poursuivies comme l'ont montré les conflits des traminots de Milan ou encore la grève de Fiat Melfi, dans le sud de l'Italie, une des usines les plus productives du groupe (voir *CPS* n° 21, juin 2005). Le combat autour des augmentations de salaires dans les conventions collectives, notamment sur la différence entre l'inflation « programmée » et l'inflation réellement constatée, et le rattrapage salarial, reste une question importante, dans un pays qui a connu un système d'échelle mobile des salaires dans les années 70. Bien entendu cette question salariale reste au cœur des préoccupations du patronat italien. Et les tentatives de « pactes » avec les confédérations syndicales en 2004 et 2005 ont échoué, puisque la CGIL n'a pu les signer. On mesure ainsi la mission essentielle du nouveau gouvernement Prodi : arriver à un partenariat avec les directions syndicales, à commencer par celle de la CGIL, par l'entremise des partis DS et PRC de l'unione, prolonger la subordination complète des partis du mouvement ouvrier jusqu'aux directions syndicales.

Prodi face aux premières échéances

La feuille de route du patronat italien au nouveau gouvernement est claire, et, en présence de Prodi, l'assemblée annuelle du patronat réunie le 25 mai 2006 l'a dit par la voix de son président Montezemolo.

« Le patronat italien a tendu la main jeudi aux syndicats, tout en les prévenant que son ouverture ne durerait pas "indéfiniment", et a souhaité bon travail au nouveau gouvernement de gauche de Romano Prodi, mais en réclamant d'entrée des choix "courageux et rigoureux".

"Meilleurs voeux à Prodi et à son gouvernement et merci à ceux qui ont gouverné ces dernières années dans un contexte difficile. Mais maintenant, nous avons besoin de choix rigoureux et courageux et il n'y a plus de raccourcis", a déclaré Luca Cordero di Montezemolo, président de Confindustria, le syndicat du patronat italien, en ouvrant l'assemblée annuelle à Rome.

M. di Montezemolo a également invité les syndicats au dialogue, mais il les a pressés de faire vite. "La discussion doit être ouverte de nouveau et nous souhaitons une position unitaire des syndicats. Il est clair cependant que nous ne pouvons pas l'attendre indéfiniment" (Selon l'AFP)

Montezemolo a appelé à une « *collaboration pour former une nouvelle solidarité nationale faite de progrès partagé* », bref à cette nécessaire association des directions syndicales. Il a aussi rappelé son attachement à la loi Biagi, et a rendu hommage à l'économiste « victime du terrorisme ».

Le gouvernement Prodi entend effectivement prendre les choix « rigoureux » et « courageux » que demande le patronat, notamment sur la question de la dette. Traditionnellement l'endettement de l'Italie est fort, mais durant les années 2000, le gouvernement Berlusconi l'a tout de même fait reculer... de 121 % du PIB en 2001, il était passé à 106 % en 2004. Mais voilà, en 2005, Berlusconi a laissé filer les comptes, et l'endettement global a de nouveau augmenté, en passant à 108 %. Quant au déficit du budget de l'Etat il est prévu à 3.8 % pour la fin 2006.

Immédiatement d'ailleurs après sa « victoire » électorale, Prodi a assuré ses partenaires européens, que l'Italie avait l'ambition d'une « Europe forte », ce qui passe notamment, même si dans la tribune qu'il a fait paraître dans la presse étrangère, en anglais, ne rentrait pas dans le détail de toutes ces question pragmatiques. Le budget et l'allègement de 5 % des charges patronales, la question de la fraude fiscale et des amnisties accordées en la matière par Berlusconi qui a ainsi blanchi une partie de l'économie submergée, devraient être le premier problème à affronter.

Autre question : le retrait des troupes italiennes d'Irak. Dans une tribune-manifeste de politique étrangère, publiée par *Le Monde*, le 12 avril, Prodi concluait ainsi :

« L'Italie ne cessera pas ses efforts. Au contraire, nous continuerons à participer, comme par le passé, aux missions multilatérales de maintien de la paix. Nous

considérons que l'intervention en Irak était injuste et injustifiée : on n'a trouvé aucune arme de destruction massive, la légitimité multilatérale n'a jamais été sollicitée et, enfin, loin de contrer le terrorisme, la guerre n'a contribué qu'à l'exacerber. Nous retirerons nos troupes d'Irak en accord avant tout avec le gouvernement légitime de Bagdad et enverrons un contingent civil chargé d'aider à la reconstruction des infrastructures et des institutions irakiennes.»

Non seulement, l'Italie ne retirera pas immédiatement ses troupes d'Irak, mais elle le fera en « *accord avec le gouvernement légitime de Bagdad* », c'est-à-dire avec les troupes d'occupation américaines, tout en remplaçant les soldats en uniforme ... par des soldats... en civil ! C'est à dire que la priorité les intérêts italiens soient respectés. Rapidement (en juin) le financement des opérations en Afghanistan passera devant l'assemblée nationale.

Des échéances électorales viendront aussi rapidement. En effet, fin mai (le 28 et 29 mai) ont été fixées des élections régionales et locales. Les élections en Sicile, mais aussi dans 8 préfectures, et dans 1629 communes, dont celles des 4 plus grandes villes d'Italie, Turin, Milan, Naples et Rome. Les ténors de l'ancien gouvernement Berlusconi se présentent, Berlusconi lui-même à Naples, Letizia Moratti à Milan, et Rocco Buttiglione à Turin (celui dont la candidature à un poste de commissaire européen avait été rejetée pour propos homophobes). Ces élections municipales prendront donc une valeur de test, mais plus encore le référendum du 25 juin sur la ratification de la « dévolution » c'est-à-dire la « fédéralisation » de l'Italie, loi du gouvernement Berlusconi. L'Unione et les directions syndicales appellent à voter « non ».

Enfin, plus ou moins rapidement, les exigences fondamentales de la classe ouvrière vont tendre à se manifester. L'exigence de l'abrogation de la loi Biagi, ou de la loi Morati sur l'enseignement, au premier chef. Mais, la convention collective des transports urbains vient à échéance, et des négociations sur la différence entre l'inflation programmée et réelle vont être entamées. D'ores et déjà les trois confédérations, appellent à une journée de grève de 8 heures, tout en respectant la loi sur le service garanti, pour une augmentation de salaire de 6%. Mais on se rappelle qu'en 2004, suite à 7 journées d'actions infructueuses, les traminots de Milan en particulier avaient entamé une grève dite « sauvage » en bloquant tout le trafic, et ne respectant pas la loi sur le service garanti.

L'issue : le combat contre le gouvernement Prodi, et donc pour la rupture des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, avec lui.

On le voit avec l'arrivée de toutes ces échéances: l'avenir de la coalition rassemblée derrière Prodi n'est pas écrit à l'avance et sa solidité sera de toute façon mise rapidement à l'épreuve. Berslusconi reste d'ailleurs en embuscade. Mais ce sont les développements de la lutte de classe qui trancheront. Pour les travailleurs, la jeunesse, les questions se ramènent à une seule : pour obtenir satisfaction sur les revendications, il faut se préparer à affronter le gouvernement Prodi.

Obtenir l'abrogation de la loi Biagi, le retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'Irak ; l'abrogation de la loi Morati sur l'école et de la loi de décentralisation qui vise à disperser la force du prolétariat région par région ; et encore, vraisemblablement, l'abrogation de la loi Fini-Bossi sur l'immigration exige de combattre contre un gouvernement dont le souci premier, il l'a dit, est de faire baisser la dette en en faisant porter le coût sur les épaules des travailleurs.

Après les élections, une question immédiate se pose. Sera-t-il possible aux DS, au PRC, au CdI sans lesquels le gouvernement ne peut gouverner, faute de majorité, de prendre en charge la politique de ce gouvernement ?

Inversement, l'exigence en direction de ces partis, de leurs députés, qu'ils reprennent à leur compte les revendications élémentaires d'abrogation de l'œuvre réactionnaire des Berlusconi-Fini-Bossi, ouvre une perspective aux masses pour faire aboutir leurs exigences.

Le combat pour que les dirigeants de la CGIL ou de l'UIL reprennent les revendications et combattent pour elles, donc rompent avec le gouvernement Prodi, est le premier pas dans cette direction, celle de la constitution du front unique des organisations du mouvement ouvrier pour faire triompher les revendications élémentaires de défense de la classe ouvrière, de la jeunesse – et donc la rupture de l'Unione avec la bourgeoisie.

Cette orientation est nécessaire, indispensable, pour que les grands combats menés ces dernières années par la classe ouvrière en Italie n'aient pas été vains. Dans le mouvement qui amènera les travailleurs à chercher à imposer à leurs organisations traditionnelles qu'elles fassent aboutir leurs revendications, mouvement qui est celui de l'affrontement avec les appareils de ces organisations, pourront se dégager les matériaux pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme.

25 mai 2006

« Révolution bolivarienne » au Venezuela (2ème partie) :

Où va le Venezuela ?

Un césarisme populiste aux relents de pétrole

Rappelons ici la conclusion de la première partie de cet article, intitulé « le prétendu « socialisme du 21ème siècle à l'épreuve des faits », qui analysait, domaine après domaine, les réalisations du pouvoir « bolivarien » :

« La rente pétrolière accrue sert aujourd'hui de matelas à Chavez pour amortir les contradictions sociales profondes du pays qui ne sont en rien résolues, pour se livrer à un numéro d'équilibriste, parfois comique au fil de ses improvisations télévisées dominicales (dans l'émission Alo presidente), louvoyant entre les aspirations des masses et les besoins des différentes fractions de la bourgeoisie, en se présentant comme le défenseur de toute la nation contre l'impérialisme américain.

Le populisme en uniforme de Chavez s'inscrit dans une longue tradition latino-américaine, le césarisme, comme nous y reviendrons dans la seconde partie de cet article, sinon que c'est un césarisme pétrolier. Bien des militaires au pouvoir avant lui se sont parés de atours du « socialisme » en fonction des besoins du moment.
Précisément, l'avons vu, en réalité, il n'y a pas de transformation fondamentale des rapports sociaux au Venezuela. Ni expropriation des grands propriétaires terriens, ni celles des capitalistes financiers qui détiennent la dette publique, ni celles des banques ou des principales entreprises d'un pays toujours gangrené par la corruption et par la misère. »

De tels régimes ne sont pas un phénomène nouveau, en particulier en Amérique latine. Léon Trotsky caractérisait ainsi le régime du général Cardenas au Mexique où il trouva asile les dernières années de sa vie :

« Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. » (L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière, juin 1938)

Avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie, la palette de ces régimes s'est encore élargie. Réprimant des grèves d'un côté (Morales a fait donner la troupe contre ceux de la compagnie aérienne LAB), tentant de se subordonner la Centrale Ouvrière Bolivienne (nous y reviendrons plus largement dans un prochain numéro), le même Morales a sorti le 1er mai un décret de prise de contrôle des hydrocarbures. Dans tous ces domaines, il suit le chemin tracé par Chavez. Sa « nationalisation » du pétrole (pour six mois) vaut, en tout cas pour l'instant, celles de Chavez que nous avons abordées dans la première partie de cet article. Il s'agit en fait de renégocier la répartition des royalties. A ce sujet on pourrait se contenter de mentionner la réaction du New York Times du 8 mai, parue sous le titre *« En Bolivie, beaucoup de fumée sans feu »* et qui souligne que ce décret n'a rien à voir avec les confiscations intervenues sur ce continent dans les années 50 et 70. Chavez a donc fait un émule, jusque dans la promulgation en Bolivie d'une réforme agraire qui prévoit, comme au Venezuela, de ne pas toucher un seul hectare des terres effectivement utilisées par les grands propriétaires.

Mais dans toute l'Amérique latine s'exprime sous des formes diverses et parfois contradictoires un même mouvement : les bourgeoisies locales, prises entre les exigences léonines de l'impérialisme et des grandes firmes capitalistes, et étant incapables d'une manière générale de recourir à des régimes dictatoriaux, louvoient entre les classes. Ajoutons que les concessions plus ou moins significatives qui sont consenties ici ou là aux masses divisent les bourgeoisies nationales.

Le Venezuela de Chavez concentre ce mouvement, dont l'origine plonge ici dans le bouleversement profond qu'a représenté, en 1989, le soulèvement connu sous le nom de *caracazo*.

Le caracazo

Entre 1958 et 1989, le pouvoir au Venezuela a été partagé entre les deux principaux partis, l'Action Démocratique, un parti bourgeois adhérent de l'Internationale Socialiste, et la COPEI, un parti d'inspiration démocrate-chrétienne, selon le régime dit du Pacte de Punto Fijo. Les signataires de ce pacte signé en 1958 s'engageaient à respecter les résultats des élections et à former des gouvernements de vaste coalition, assurant à chacun un « juste » partage du gâteau que représentait l'Etat. Alors que partout en Amérique latine, l'instabilité et les coups d'Etat militaires donnaient le ton, la bourgeoisie vénézuélienne s'est payé le luxe d'une « démocratie » parlementaire stable, la

colossale rente pétrolière lui permettant de nourrir grassement chacune de ses fractions. Après le choc pétrolier de 73, on parla même de « Venezuela saoudite ».
A l'époque Carlos Andrés Perez (président et dirigeant de l'AD) parle de « *semer le pétrole* », des autoroutes, des usines hydroélectriques sont construites. En 1975, Perez nationalise la métallurgie, en 1976, il nationalise le secteur pétrolier, créant PDVSA, une des plus importantes compagnies mondiales du secteur.
La classe dirigeante, étroitement liée à l'impérialisme, vit de façon complètement parasitaire aux crochets de l'Etat. La situation permet même à la classe ouvrière de décrocher quelques gains, surtout celle du secteur pétrolier (économat, etc). Mais les dépenses ont vite fait de dépasser les revenus pétroliers et la dette, tant interne qu'externe, croît à une vitesse exponentielle. D'autre part la manne pétrolière a entraîné une tendance à la monoproduction, les autres secteurs économiques devenant beaucoup moins attractifs.

Or à la fin des années 70, les prix du pétrole commencent à se stabiliser sur le marché mondial et entament une baisse continue. Les revenus du pays périclitent car si en 1982, le baril de pétrole vaut encore 15,93 $ de 1973, en 1998, il n'en vaut plus que 3,19 ! Le revenu national brut moyen est de 5 845 $ en 1984 et il n'est que de 6 012 $ en 1998.... Cela entraîne un accroissement colossal de l'endettement, de 9% du PNB en 1970 à 53% en 1994. L'Etat est hypertrophié, une corruption endémique gangrenant chacun de ses rouages

Le tournant mondial vers le monétarisme du début des années 80 rend le poids de la dette tout à fait écrasant. L'heure est aux politiques « d'ajustement structurel ». Le niveau de vie des masses commence à baisser, le chômage augmente rapidement, les quelques acquis sont remis en cause ou supprimés. Le taux de pauvreté passe de 18% de la population en 1980 à 65% en 1996, la plus forte hausse du continent pour cette période. La pression s'accumule et les années 1980 sont ponctuées de grèves ouvrières et de manifestations étudiantes.

En 1987, après un nouveau plan d'ajustement le gouvernement de Luis Herrera Campings (COPEI) fait face à des luttes ouvrières qui culminent dans une grève générale. La classe ouvrière est en train de se radicaliser.

En 1989, à l'occasion des élections présidentielles, Perez revient au pouvoir porté par les votes populaires, à cette époque AD, bien qu'étant un parti entièrement bourgeois, est encore vu par les masses comme « un parti du peuple », tant du fait de sa lutte passée contre les dictatures militaires que du fait qu'il dirige la Confédération des Travailleurs Vénézuéliens, le syndicat de la classe ouvrière. Pourtant quelques jours après son investiture, loin de ramener l'âge d'or des années 70, Perez lance le « grand tournant », un programme économique dirigé contre les masses qui se concrétise notamment par une brutale dévaluation de la devise nationale face au dollar, ce qui entraîne une brusque augmentation des prix et des taux d'intérêt bancaires, les prix de certains produits contrôlés sont libérés, les subventions aux entreprises sont supprimées, un plan de privatisation est dressé, le prix de l'essence augmente de 80%, celui des services publics de 40% à 100%.

Le 27 février 1989, le jour de l'entrée en vigueur du doublement des tarifs des transports en commun, la colère longtemps contenue s'épanche. Des centaines de milliers d'habitants des quartiers pauvres, les barrios, qui dominent Caracas, se répandent dans la ville et partout dans le pays les pillages de magasins se multiplient. Les affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont reçu l'ordre de mater les manifestants avec fermeté, se multiplient. L'état de siège est décrété, le bilan officiel de la répression avance le chiffre de 243 manifestants exécutés par les forces de l'ordre, mais certains estiment le chiffre véritable à 3000.

Pourtant l'appareil d'Etat est ébranlé et il ne peut cacher ses divergences sur la politique à mener, un certain nombre d'officiers refusent par exemple de faire tirer sur la foule ...dont le colonel Chavez. La police est dissoute et c'est l'armée et la garde nationale qui prennent en mains la répression, mais on assiste parfois à des mutineries. L'Etat issu du pacte du Punto Fijo est à bout de souffle, les masses sont dans la rue, et la classe politique et la bourgeoisie s'affolent, n'ayant que le rempart de l'armée pour protéger leur pouvoir. Le magazine Elite commente : "*Le mythe de la plus solide démocratie bourgeoise d'Amérique latine ne survécut pas cinq jours*" (13/03/1989).
Le Venezuela est entré dans une nouvelle phase de son histoire.

Chavez : du coup d'état manqué à l'élection de 1998

Suite à cet ébranlement, les partis traditionnels de la bourgeoisie vénézuélienne, AD et COPEI, se décomposent tandis que la direction de la CTV se soumet de plus en plus à l'appareil d'Etat et accepte d'accompagner la politique voulue par la bourgeoisie. Parallèlement, la Causa R (R pour Radical), une petite organisation issue des rangs du PCV acquiert une influence non négligeable, déjà en 1989 elle a pris la direction du syndicat des métallurgistes de Guayana.

C'est à ce moment là que la figure du lieutenant-colonel Hugo Chavez Frias, un parachustiste, apparaît sur la scène politique. C'est un militaire nationaliste qui fait profession de progressisme comme l'Amérique du Sud en a tant connu. Né en 1954 dans une famille de la classe moyenne en partie d'ascendance indienne, il s'engage dans l'armée en 1971. Dans les années 1980, il forme un mouvement politique clandestin dans les rangs de l'armée, le Mouvement Bolivarien Révolutionnaire (MBR). Durant le Caracazo il refuse de donner l'ordre à ses hommes de tirer sur la foule.
En 1992, avec un groupe d'officiers, Chavez tente un coup d'Etat qui échoue. Dans une allocution télévisée, il explique que « *nous avons échoué ... pour l'instant (pro*

ahora) ». Le fait d'assumer honnêtement son échec, un fait plutôt rare, conjugué à la haine de la vieille classe politique corrompue, va lui assurer une certaine popularité et la formule « pro ahora » devient un véritable slogan populaire. Chavez est condamné à vingt ans d'emprisonnement, mais durant sa relégation son prestige ne fait que croître. A la suite d'accusations de corruption, le président Perez, est chassé du pouvoir en 1993 par des manifestations de masse. Les présidentielles anticipées, marquées par un taux d'abstention de 60%, voient la victoire avec seulement 25% des voix du vieux politicien bourgeois Rafael Caldera, le parrain du pacte du Punto Fijo, appuyé sur la minuscule Convergence Démocratique. Ces élections sont aussi marquées par la percée du candidat de La Causa R, Andes Velasquez, dirigeant du syndicat des métallos de Guayana, qui arrive en seconde position. Il ne fait aucun doute que l'élection de Caldera est due à une fraude massive.
En 1994, Caldera fait libérer Chavez qui s'attelle à la construction de son propre courant politique en sortant de la clandestinité le Mouvement Bolivarien Révolutionnaire (MBR), qui deviendra par la suite le Mouvement pour la Vème République (MVR).

Lors des présidentielles de décembre 1998, Chavez est élu avec 56,24% des voix, porté au pouvoir tant par les classes populaires que par une partie significatives de la bourgeoisie vénézuélienne et les classes moyennes. Sa victoire sur les candidats de l'oligarchie est à la fois le reflet déformé de la volonté des masses, séduites par son discours populiste et nationaliste, de trouver une issue à la crise socio-économique qui les frappe, mais elle exprime aussi la volonté de la bourgeoisie de trouver elle aussi une solution à la crise récurrente de l'Etat vénézuélien, convaincue par les propos de Chavez (cités dans la 1ère partie): « *J'ai dit ça avant de devenir président, disons en 95 ou 97... Le Venezuela est une sorte de bombe (tic toc ! tic toc !). Nous allons commencer à en désactiver le mécanisme. Et aujourd'hui, ce n'est pas qu'elle est totalement désamorcée mais je suis sûre qu'il est de moins en moins probable que cette bombe explose aujourd'hui* »

Constitution d'une V^{e} république de type bonapartiste

Chavez prend ses fonctions en février 1999. Dans une adresse à la nation, il annonce aussitôt l'organisation d'un référendum devant approuver la convocation d'une Assemblée Constituante, dont le but est de renouveler les institutions en bout de course, cette solution étant évoqué par une partie de la classe politique depuis le Caracazo. Le « oui » l'emporte avec 73% des voix. Dans la foulée les bolivariens de tout poil emportent une très large majorité à la Constituante qui adopte la nouvelle Constitution avec une majorité de 95%. Cette Constitution est elle même soumise à un nouveau référendum : 72% de oui.
La Constitution de la V^{e} République, un document pléthorique que les Vénézuéliens surnomment le « machin », est un régime bonapartiste typique. Le président nomme lui-même son vice-président, n'a pas de premier ministre, nomme et renvoie les ministres comme bon lui semble. Il peut dissoudre l'Assemblée, un Congrès à une seule chambre.
Elle réforme profondément les institutions judiciaires du pays, le président nommant désormais le procureur général et les membres de la Cour Suprême, elle réforme également le système électoral. Elle institue des référendums consultatifs, révocatoires et approbatoires. Elle octroie aussi quelques droits et garanties formels pour les travailleurs et les classes populaires. Le nom du pays est changé en République Bolivarienne du Venezuela.

Mais le régime que met en place Chavez est aussi largement vertébré par l'armée. Ce dernier parle d'ailleurs sans cesse « d'alliance civico-militaire ». Cela se traduit avant tout par la place importante que prend la caste des officiers au sein de l'Etat, 800 au total à des degrés divers, ministres, gouverneurs, vice ministres, directeurs d'entreprises publiques... Rien qu'au sein de la Constituante sur 131 élus, 26 étaient des militaires, tous élus du Front Patriotique de Chavez. Mais l'armée est aussi omniprésente dans la vie sociale et dans les programmes des misiones. D'autre part, une partie de la population est enrôlée dans une milice, les Unités Populaires de Défense, placée sous l'autorité directe de Chavez.

A tout bonaparte il faut un bras politique. Celui de Chavez est le mouvement pour la V^{e} République (MVR). C'est un front qui regroupe pêle-mêle des organisations de base dans les quartiers populaires, les Cercles Bolivariens, et un large éventail de partis ou de cercles de la gauche radicale, mais aussi des politiciens venant d'AD et de la COPEI, qui cherchent à se refaire une virginité politique.... C'est un appareil bureaucratique sans démocratie interne, sans autorité politique en dehors de la personne de Chavez.

La « gauche » vénézuélienne a fourni de nombreux cadres au MVR. Rangel le vice président, fut trois candidat de la gauche aux présidentielles, Ali Rodriguez Araque, ministre de l'énergie fut un dirigeant de La Causa R. Luis Miquilena dirigeait le syndicat des chauffeurs de bus dans les années 40 et dirigea un Front Patriotique après le Caracazo. Jorge Giordani, ministre de la planification, est un ancien du MAS. La majeure partie de la gauche vénézuélienne est issue du PCV et de ses scissions le MAS de Teodoro Petkoff et La Causa R. Mais la plupart de ces partis n'ont qu'une existence toute théorique et ne fonctionne souvent plus que comme des appareils destinés à propulser la candidature de leurs dirigeants, la plupart n'ont même plus de presse indépendante.
Il faut dire quelques mots du parti « révolution et socialisme » fondé en 2005 et issu de l'OIR (Option de Gauche Révolutionnaire). Ce parti regroupe en effet nombre de militants se réclamant du trotskysme au Venezuela. Or il s'est constitué en se déclarant «partie intégrante du processus dirigé par le commandant Chavez », et, lors de son congrès de fondation il s'est adressé « *respectueusement* » à Chavez (sic et re-sic) pour lui demander « *de se mettre à la tête d'un gouvernement*

des travailleurs ». Une de ses figures dirigeantes, Orlando Chirino, a expliqué à *Prensa Latina* qu'il n'est aucunement question avec le PRS de concurrencer le MVR... D'ailleurs, pour les élections d'octobre 2004 déjà, l'OIR s'était prononcée pour l'organisation de primaires afin de départager les candidats « bolivariens ». Cependant aux législatives de décembre 2005, quelques candidats se sont présentés de façon indépendante, recueillant quelques centaines de voix.

Les Cercles Bolivariens ont un rôle particulier : ce sont des instruments d'encadrement politique de proximité des masses des quartiers populaires, ils servent d'ossature pour la mise en place des programmes sociaux du gouvernement. Ils doivent élire domicile dans un bâtiment gouvernemental et prêter serment à la Constitution de la V^{e} République. Comités de base du nouveau régime, ils vont jouer un rôle non négligeable pour faire échouer les plans des forces réactionnaires.

La réaction, soutenue par l'impérialisme US, combat pour renverser Chavez

En 2000, des élections générales, prévues par la nouvelle Constitution, se tiennent après une grève générale en octobre dans le secteur pétrolier pour des augmentations de salaires. Chavez remporte les présidentielles avec 59% des voix, aux législatives la coalition chaviste emporte deux tiers des sièges et une majorité de postes de gouverneurs et de maires aux élections locales. Le pays est aux pieds de Chavez, il contrôle l'Etat de bas en haut avec sa coalition qui comprend le MVR, mais aussi le Mouvement Vers le Socialisme (MAS), Patrie Pour Tous (PPT), une organisation issue de La Causa R, le PC vénézuélien et quelques autres petits partis. De plus la situation économique du pays s'améliore grâce à l'accroissement des rentrées pétrolières.
Un des premiers actes de la nouvelle Assemblée est de voter la loi dite des pouvoirs spéciaux qui permet à Chavez de légiférer par voie de décrets-lois dans un certain nombre de domaines limités, pouvoir limité dans le temps à novembre 2001. A l'extrême limite de ce délai, Chavez publie 49 décrets-lois. Les principaux portent sur une restructuration de l'industrie pétrolière et l'esquisse de la réforme agraire (cf. la 1ère partie de cet article).

La FEDEMARCAS renâcle devant ces décrets qu'elles considèrent comme tournés contre les entreprises, le droit de propriété. La bureaucratie CTV, elle aussi on le verra confrontée à une offensive de Chavez qui veut s'emparer de la centrale syndicale, joint sa voix au concert de protestations, expliquant que la remise en cause des droits patronaux menacent les droits des travailleurs ! FEDEMARCAS et bureaucratie CTV convoquent donc, ensemble (!), une grève générale pour le 10 décembre 2001. Son succès tient essentiellement au lock-out organisé par le patronat et au battage médiatique, ainsi qu'à des difficultés financières du régime liées à une baisse momentanée du cours du pétrole.

L'opposition croit alors avoir les mains libres et les manœuvres commencent.

Chavez s'est déjà attiré la haine d'une partie de la bourgeoisie qui l'avait soutenu en 1998 et n'a pas eu en retour les prébendes promises (ainsi le rédacteur en chef d'El Nacional qui était pressenti pour le ministère de la Culture). Les grands groupes de presse se mettent à vouer Chavez aux gémonies. Le patronat n'a guère apprécié la révocation de la loi permettant de ne pas payer d'indemnités de licenciement aux travailleurs – aussi théorique cette révocation soit elle. Qui plus est Chavez a décidé de faire appliquer le code fiscal, menace de fermeture des entreprises à la clé, ce qui est pour le moins mal vu dans un pays où jusqu'alors l'évasion fiscale était considérée comme un sport national, avec la complicité de l'Etat qui vivait essentiellement des rentrées pétrolières. Enfin, la volonté affichée de Chavez de réorienter une partie de la rente pétrolière vers les classes les plus pauvres, pour éviter une explosion sociale, est vécu comme un coup direct au portefeuille de la petite bourgeoisie, par exemple les classes moyennes habituées à payer leurs assurances santé privées, se sentent exclues des programmes des misiones. Pour tous ceux-là Chavez devient à ce moment un ennemi à abattre.

Or, Chavez a aussi de nouveaux ennemis à l'extérieur : Washington, avec l'arrivée de Bush et le tournant plus agressif qu'il impulse à la politique étrangère, considère avec suspicion ce gouvernement qui notamment affiche sa sympathie pour Castro, et qui ne lui obéit pas au doigt et à l'œil, alors que la politique de toujours de l'impérialisme US en Amérique latine est de combattre pour des pouvoirs à sa botte.

2002 : un coup d'état réactionnaire se heurte à la mobilisation des masses et se retourne en son contraire

Début 2002, une alliance hétéroclite anti Chavez se met en place : la FEDEMARCAS, les bureaucrates de la CTV, les hauts fonctionnaires de l'Etat, les dirigeants de PDVSA, des militaires liés à l'ancienne classe politique, les dirigeants d'AD et de la COPEI, la haute Eglise, des patrons de la presse comme Cisneros, le tout coordonné par l'impérialisme américain, en la personne de son ambassadeur Charles Shapiro. Leur objectif commun : le retour à l'ancien régime.
Une « grève générale » est convoquée pour le 9 avril, d'abord pour 24 heures, puis à durée illimitée. Le 11, une manifestation appelée par la CTV se dirige sur le palais présidentiel de Miraflores. Des provocateurs et la Police Métropolitaine de Caracas, dirigée par Alfredo Pena, affrontent les militants bolivariens, il y a 15 morts. L'opposition crie au crime contre l'humanité ! Des militaires s'emparent aussitôt de Chavez... qui ne lève pas le petit doigt pour se défendre et se laisse enfermer à Fort Tiuna.
Pedro Carmona, patron de la FEDEMARCAS, est désigné président par intérim. Un nouveau gouvernement est formé, l'Assemblée dissoute, les 49 décrets-lois de 2001

abrogés, le Haut Tribunal de Justice et le Conseil National Electoral sont dissous, des maires et des gouverneurs destitués, les accords avec Cuba sont annulés. Le nouveau gouvernement est immédiatement reconnu par les Etats Unis et l'Union Européenne. Une vaste chasse à l'homme contre les bolivariens et les militants syndicaux indépendants est engagée par des groupes paramilitaires.

Mais les masses commencent à réagir, et le 12 au soir, les barrios commencent à descendre sur Caracas. Le 13 c'est tout le pays qui s'embrase. Les métallos de Guayana occupent leurs usines, les ouvriers de Puerto La Cruz et Carabobo les imitent aussitôt. A Maracay, une manifestation se dirige sur la caserne de parachutistes et exige qu'on lui remette des armes. Partout dans le pays on assiste à la même scène, des foules qui marchent sur les casernes. Les rues de Caracas s'hérissent de barricades, la foule attaque la Police Métropolitaine. Les manifestants s'emparent des stations de télévision. L'insurrection paralyse le pays et les putschistes sont impuissants. Les soldats tiennent alors des assemblées et décident de ne reconnaître que l'administration Chavez. Une bonne partie de la haute hiérarchie militaire qui était restée attentiste bascule alors dans le camp du président. Carmona est arrêté.

Sans avoir jamais appelé à résister, Chavez est sorti de sa prison et la bourgeoisie vénézuélienne lui confie le soin de faire rentrer les choses dans l'ordre. Dans le style grotesque qui lui est coutumier, Chavez fait alors son apparition aux balcons de Miraflores, et, une croix en main (!), il harangue la foule : *« Paix ! Rentrez à la maison, tout est sous contrôle... Cercles Bolivariens, s'il vous plaît, je ne veux pas vous voir en armes. C'est une révolution pacifique.»*.

Que voilà un révolutionnaire résolu ! Il choisit la voie de la conciliation avec les putschistes au lieu de les écraser. Seul Carmona sera emprisonné un temps... et il parvient « miraculeusement » à s'échapper et à se réfugier à l'ambassade de Colombie. Une soixantaine de généraux et d'amiraux sont mis à la retraite d'office. Les hauts fonctionnaires, la direction de PDVSA et les directions des médias sont laissés en place. Plus fort encore, le général Lucas Rincon, qui avait lu à la télévision une fausse lettre de démission de Chavez, est nommé ministre ! De son côté, la Cour Suprême, nommée par Chavez, décrète qu'il n'y jamais eu de coup d'Etat. Le seul qui ne s'en sortira pas, c'est Carlos Ortega, président de la CTV, qui vient d'être récemment condamné à 16 ans de prison....

Lockout patronal : nouvelle riposte ouvrière

Les forces réactionnaires reprennent leur souffle, n'ayant donc nullement été décapitées, et complotent de plus belle. Le 2 décembre 2002, le patronat déclenche un lock-out général.
La FEDEMARCAS avec la complicité de la direction de PDVSA organise l'asphyxie du pays, le but étant de restreindre la production et la distribution du pétrole. La direction de la compagnie va jusqu'à saboter les installations, ce qui, couplé avec le blocus organisé par les capitaines des pétroliers, paralyse une partie de l'approvisionnement du pays et quasiment toutes les exportations. Le lock-out est effectif dans d'autres secteurs, les banques ferment leurs portes une bonne partie de la journée, les écoles privées sont fermées de même qu'une grande partie des commerces, notamment les supermarchés, ainsi que de nombreuses usines. Les employeurs enjoignent à leurs salariés de rester chez eux, leur promettant le paiement des journées non travaillées. Les grands médias publient à longueur de journée des appels à la population pour qu'elles descendent dans la rue afin de chasser le gouvernement Chavez, des groupes terroristes commencent même des actions de sabotage...

Une nouvelle fois Chavez reste passif, face à l'agitation organisée par la bourgeoisie. Il prend bien quelques mesures comme le contrôle des changes et des prix, mais rien de bien radical, face à l'anarchie qui s'est emparée du pays. Ce sont encore les masses qui par leur mouvement vont faire reculer la bourgeoisie...

A Caracas, les habitants commencent à s'organiser dans un premier temps pour organiser le ravitaillement en ouvrant des boutiques communautaires où la nourriture et l'essence sont distribuées gratuitement ou à bas prix, certains s'emparent des écoles fermées pour les faire rouvrir. Une manifestation s'empare même d'une station de télévision pour demander le contrôle des médias par la population. Mais le mouvement touche aussi le cœur de la classe ouvrière : une partie des installations de PDVSA sont occupées par les travailleurs, qui en chassent les cadres et se mettent à faire tourner les raffineries et les installations pétrolières sous leur contrôle, comme à Yagua, El Palito, où ils s'emparent aussi des camions de la compagnie Ferrari pour le transport du pétrole, à Puerto La Cruz où une nouvelle direction de la raffinerie est élue par les travailleurs eux-mêmes. Les métallos de Guayana, eux, s'emparent des installations gazières pour reprendre l'approvisionnement de leurs usines. Dans d'autres unités de production, de telles formes de contrôle ouvrier ont lieu aussi, à Maracay et partout dans le pays. Dans le pays, des usines de grands groupes capitalistes, comme Parmalat, Polar ou Coca-Cola, sont occupées par la Garde Nationale ou la population.

Le lock-out se transforme en son contraire : une véritable flambée révolutionnaire, dans laquelle la classe ouvrière, les masses populaires, prennent le contrôle d'une partie de l'appareil productif qui passe sous contrôle ouvrier, ce qui n'a rien à voir avec l'expérience de cogestion que Chavez va initier par la suite comme on l'a vu dans la première partie de cet article.
Entre les pertes générées par le lock-out et les occupations d'usines par les travailleurs, des fissures apparaissent dans les tenants du lock-out et les partisans d'un recul. Le « mouvement bolivarien » lui est divisé, entre les radicaux qui souhaitent en appeler aux masses pour les utiliser comme masse de manœuvre, et les modérés qui sont à la recherche d'un compromis avec l'opposition, compromis

qui pourrait être scellé par des élections anticipées, à la seule condition que le lock-out soit levé. Une médiation internationale se met aussi en place sous les auspices du secrétaire général de l'OLAS, l'ex-président colombien Cesar Gaviria, et du « groupe des Amis du Venezuela », emmené par Lula et qui comprend le mexicain Fox, le chilien Lagos, Aznar et les Etats-Unis.....

Mais au final c'est le mouvement des masses, réaffirmé par une manifestation d'un million à Caracas en février 2003, qui a raison du lock-out.
Chavez en profite pour reprendre en main PDVSA, licenciant pour abandon de poste 18 000 salariés soit près de la moitié de l'effectif, du haut en bas de l'entreprise, mais laissant toutefois une partie de la direction qui avait ouvertement soutenu le lock-out en place.

Le référendum révocatoire, nouvel échec des opposants et de l'impérialisme

Après le putsch manqué et le lock-out, l'opposition est extrêmement affaiblie, alors que les masses qui sont descendues dans les rues par deux fois déjà sentent leur force. Ne pouvant défaire le gouvernement sur le terrain où elle a déjà subi deux défaites, la rue, l'opposition abat une nouvelle carte, le référendum révocatoire prévu par la constitution bolivarienne.
Dès novembre 2003, la « coordination démocratique » qui rassemble toutes les forces réactionnaires, largement financées par l'ambassade américaine, lance une pétition pour l'obtenir. Malgré leurs richesses, cette campagne tourne au canular : des morts signent, tel patron fait signer l'ensemble de ses employés, etc. 3 100 000 signatures sont recueillies mais le Conseil National Electoral n'en valide que 2,5 millions ... à peine 100 000 de plus que le nécessaire (20% du corps électoral). Chavez accepte le cadre de ce référendum. Appuyé par une croissance importante de l'économie, les premiers résultats des misiones, la campagne en sa faveur est un succès pour lui. Près d'un million de personnes vont passer par les Unités Bolivariennes Electorales, durant une campagne où se déclinera le thème du non (le vote pour le maintien de Chavez correspond au vote « non ») : « *Non aux privatisations* », « *Non au démantèlement des misiones* », « *Non au passé* », « *Non à leur retour* ». De fait, le référendum devient effectivement un référendum pour ou contre la restauration d'un gouvernement à la botte de l'impérialisme US, dans lequel, sans entretenir aucune illusion sur Chavez, le « non » est la seule réponse possible.

La participation au référendum d'août 2004 atteint un record historique, 87%, la participation augmente de 55% par rapport à la présidentielle de 2000 et cela essentiellement dans les barrios, les quartiers populaires, des quartiers qui n'avaient quasiment même pas voté pour la dernière présidentielle. Chavez remporte une victoire nette avec une avance de 18% (59% contre 41%). La Coordination Démocratique réagit en appelant à des manifestations mais cette fois les Etats-Unis les lâchent : «*Le référendum est derrière nous, il faut désormais trouver une façon de coopérer*», précise Colin Powell. (*Le Figaro* 07/10/04). Le vice-président vénézuélien, Rangel, s'empresse de saluer ces «*déclarations très positives*». Elles correspondent, selon lui, «*aux relations qu'entretenaient historiquement les Etats-Unis et le Venezuela*». Et de conclure : «*Nous avons quelques différences politiques, mais elles se résolvent en dialoguant.*» (idem). Chavez avait d'ailleurs expliqué que sa victoire était « *la seule garantie de la livraison (de pétrole) aux Etats-Unis et aux autres marchés* ». Les affaires reprennent aussitôt : après les élections, Chavez signe un accord pour des investissements de 5 milliards de dollars avec Texaco-Mobil et Exxon pour explorer les champs de pétrole et de gaz du bassin de l'Orénoque.

Chavez en appelle à nouveau à la réconciliation nationale : « *Nous acceptons les positions de ceux qui ont voté 'oui' et nous souhaitons aussi qu'ils acceptent cette victoire comme une victoire nationale.* » Il demande à l'opposition « *de nous rejoindre dans l'unité nationale, l'union de tous les Vénézuéliens, pour faire de la Cinquième République une réalité, pour faire de ce projet consacré dans la Constitution bolivarienne une réalité* ».

Cependant le référendum a vu apparaître des tensions entre les partis qui se réclament de Chavez et les masses. Dans le cours de la campagne, Chavez doit dissoudre le comando Ayacucho, la coalition qui rassemble ses partisans pour la remplacer par le comando Maisanta où il intègre des personnalités non identifiées aux partis et des personnalités issues des barrios. Cela se prolonge lors des élections locales d'octobre 2004, où un conflit éclate pour l'organisation de primaires afin de départager les différents candidats portant l'étiquette bolivarienne.

Chavez tente de prendre le contrôle de la CTV...

L'un des objectifs de Chavez en arrivant au pouvoir était de mettre sous contrôle le mouvement ouvrier et les syndicats. Durant sa campagne de 1998, il parlait au sujet de la CTV de « *mafia syndicale qu'il faut détruire* ». Celle-ci a été fondée en 1936, dans le cours de grèves victorieuses contre les compagnies pétrolières dans les années 1936-1937. Elle fut aussi l'organisatrice de grèves dures contre le dictateur Jimenez dans les années 1950 et à l'origine de sa chute. Bien qu'au départ, elle fut une organisation ouvrière indépendante créée par les travailleurs, elle s'est très vite subordonnée à l'Action Démocratique, un parti bourgeois et elle a été un élément important du régime du Punto Fijo. Sa direction n'hésitera pas à participer au licenciement de syndicalistes jugés trop indépendants par le patronat, et aura même recours à des méthodes de gangsters pour asseoir son emprise. Elle profite largement du financement des agences américaines et notamment de l'argent de l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), une succursale de l'AFL-CIO, très liée au Département d'Etat.

Durant les années 80, la CTV s'intègre à des commissions tripartites de cogestion avec les chambres du commerce et les représentants du gouvernement. Et pourtant, c'est encore elle qui organise la grève générale qui va aboutir au Caracazo de 1989 !

Mais les vagues de privatisation, le développement du chômage et du secteur informel, l'ont profondément saignée, de 26,4% de syndiqués en 1988 on passe à 13,5% en 1995 (essentiellement concentrés dans la fonction publique et le secteur pétrolier). Et dans le cours des années 90, elle ne fait plus qu'accompagner les politiques d'ajustement.

Un des principaux points des débats de la Constituante de 1999 fut de discuter des moyens de mettre le syndicalisme sous contrôle, la Constituante discuta par exemple de la confiscation des biens de la CTV ou même de sa dissolution. Mais la solution retenue, c'est l'élection d'une nouvelle direction, certes une première dans l'histoire de la confédération, mais c'est aussi l'intervention directe de l'Etat bourgeois dans le mouvement syndical.

En octobre 2000, éclate une grève des ouvriers du pétrole, dont le syndicat, le Fedepetrol est dirigé par Carlos Ortega qui est aussi le dirigeant national de la CTV. Chavez annonce qu'il ne cédera jamais mais au bout de trois jours il doit lâcher l'augmentation de salaire réclamée. C'en est trop. Aussitôt le processus de « relégitimation » de la direction syndicale est enclenché.

Fin octobre, l'ensemble des électeurs, bourgeois et salariés, syndiqués et non-syndiqués, doit se prononcer sur la tenue d'une élection à la tête de la CTV ! La participation est seulement de 23% mais la majorité se prononce pour l'organisation de ces élections. C'est le Conseil National Electoral, donc l'Etat bourgeois, qui décide des modalités de cette élection !
La direction sortante se regroupe autour de Carlos Ortega, sous l'étiquette de « Front Unitaire des Travailleurs ». Les chavistes sont eux organisés dans le « Front Bolivarien des Travailleurs », mais divisés entre ceux qui souhaitent rompre avec la CTV et ceux qui veulent se battre pour en prendre la direction. Ces derniers l'emportent (leur candidat est Aristobulo Isturiz, futur ministre de l'Education de Chavez...). D'autres courants louvoient entre ces deux pôles : celui de Ramon Machuca, président du syndicat de l'usine SIDOR, celui d'Orlando Chirino, qui se réclame du trotskysme et dirige la Fédération des Travailleurs de Carabobo, qui se prononce contre les interférences de l'Etat dans les affaires syndicales mais finit par se rallier à la FBT.
Le processus de vote prend presque cinq mois, 980 000 syndiqués peuvent se prononcer, la participation est d'environ 50% et Ortega obtient une confortable majorité de 64% des voix, les soupçons de fraudes étant très forts... Ortega s'allie aussitôt avec la FEDEMARCAS, ce qui pousse un certain nombre de syndicalistes dans les bras des chavistes de la FBT : Machuca mais aussi Rafael Rosales, nouveau président de Fedepetrol, Rondon (fonctionnaires), Torrealba (métro).

La direction de la CTV va se discréditer totalement en participant au putsch d'avril 2002, puis au lock-out, mais aussi en s'opposant à l'augmentation du salaire minimum ou au moratoire sur les licenciements, en soutien à la FEDEMARCAS. Carlos Ortega s'enfuit au Costa Rica pour être repris à l'occasion d'un retour clandestin et condamné à 16 ans d'emprisonnement.

Suite à ces événements, un certain nombre de syndicalistes commencent à envisager le départ de la CTV, certains franchissent le pas, avec ou sans vote de leurs militants. D'autre part le gouvernement bloque les fonds de la CTV ceux qui en convainc plus d'un de quitter le navire... En mai 2003, faisant fi des règles en la matière, le gouvernement Chavez, désigne d'autorité Chirino, comme le représentant du Venezuela à l'OIT.
Avec une bien plus grande énergie qu'il n'en a mis à combattre le coup d'état de 2002, Chavez finit par arriver à ses fins, s'appuyant sur la politique réactionnaire des dirigeant de la CTV : briser la centrale syndicale.

... avant d'impulser la formation de l'UNT

L'Union Nationale des Travailleurs est formellement fondée le 5 avril 2003, par le Front Bolivarien des Travailleurs, mais aussi Autonomie Syndicale, le Bloc d'Union Démocratique et Lutte de Classe de Carabobo (Chirino), des syndicats indépendants et des fédérations entières venant de la CTV (fonctionnaires, métro, chimie).

Son congrès de fondation les 1 et 2 août 2003 réunit 1300 délégués représentant 120 syndicats et 25 unions régionales. Il adopte un programme qui réclame la nationalisation des banques, la réouverture des entreprises fermées sous contrôle ouvrier, le refus du paiement de la dette extérieure, la semaine de 36 heures, l'indexation automatique des salaires, l'application effective de la loi de 2002 sur la sécurité sociale. L'UNT met en avant le contrôle ouvrier des entreprises, réclamé par de nombreux travailleurs qui ont fait leur expérience durant le lock-out.

Dans sa déclaration de principes elle se définit comme un *« mouvement uni, autonome, démocratique, internationaliste, lutte de classe, pour l'égalité entre homme et femme et indépendant »*... et qui lutte *« pour transformer la société capitaliste en une société autogérée »* et *« pour un modèle anti-capitaliste de développement qui émancipera tous les êtres humains de l'exploitation de classe, de l'oppression, de la discrimination et de l'exclusion »*. Un certain nombre de critiques fusent, toutes dirigées contre des ministres du gouvernement, jamais contre Chavez. Mais la ministre du Travail s'exprime devant le congrès où elle explique que c'est un moment décisif de la lutte contre la CTV !
On voit bien se dessiner le double mouvement qui est à l'origine de la fondation de l'UNT. L'initiative en appartient à l'évidence au pouvoir « bolivarien » dont l'objectif unique est de se doter de sa propre confédération pour faire pièce à la CTV. Mais la rupture avec la CTV

reflète aussi le mouvement de la classe ouvrière qui a fait échouer le putsch, puis le lock out, qui par ses manifestations, par les occupations d'usine, a pris confiance en elle, en sa force.

Un fait est significatif : les chavistes veulent nommer la confédération « Union Bolivarienne des Travailleurs ». Ca ne passe pas.
Une direction provisoire est mise en place qui comprend notamment Orlando Chirino, Marcela Maspero, une ancienne de la COPEI, un parti bourgeois, Stalin Perez Borges, qui se réclame du trotskysme, Ruben Linares, etc.

Cependant les statuts du syndicat proposés par cette direction sont rejetés par les congressistes, il est donc décidé de renvoyer la discussion devant la base et de convoquer un nouveau Congrès pour adopter un statut. Mais le provisoire dure et à l'heure d'aujourd'hui ce Congrès n'est toujours pas convoqué.... Les structures de l'UNT se retrouvent donc dans le flou le plus complet avec une direction provisoire ... qui dure.

L'UNT se développe néanmoins, notamment par le biais de référendums organisés dans les entreprises pour que les travailleurs choisissent le syndicat qui doit les représenter, référendums remportés dans l'écrasante majorité des cas par le syndicat UNT. Mais il reste difficile de définir la représentativité réelle de l'UNT par rapport à la CTV, selon le Ministère du Travail, en 2003-2004, sur les accords d'entreprise signés, 76,5% l'ont été par l'UNT et 20,2% par la CTV, dans le secteur privé l'UNT signe 50,3% de ces accords et la CTV 45,2%, la CTV reste donc relativement implantée.

Et la lutte pour le contrôle de l'UNT n'est pas tranchée.
Une bonne partie des locaux du syndicat est fournie par le Ministère du Travail. La ministre du Travail, Maria Cristina Iglesias intervient directement dans les problèmes internes du syndicat. En septembre 2005, l'UNT et la FBT organisent par exemple un atelier de travail à Caracas parrainé par la ministre du travail, où ils affirment « *reconnaître le rôle dirigeant de notre président Hugo Chavez dans la révolution démocratique et participative.* »
Avec l'ajournement sans cesse prolongé du second congrès, la direction provisoire incarne en fait le syndicat. Mais elle est profondément divisée entre bolivariens qui s'entredéchirent et électrons plus ou moins libres. En octobre 2005, le « trotskyste » Orlando Chirino s'est adressé au Conseil National Electoral, donc à l'Etat bourgeois (!), pour qu'il arrête une date concernant le Congrès de l'UNT. Fin 2005, s'est également tenue à Caracas une réunion de secteurs oppositionnels et de délégués de base pour exiger la tenue rapide d'un Congrès, en opposition directe avec les secteurs les plus proches du gouvernement. Ce combat pour que affirmer l'indépendance de l'UNT vis-à-vis du gouvernement, de l'Etat, est d'une importance cruciale. S'il venait à échouer, le prolétariat vénézuélien serait soumis pieds et poings liés au bolivarisme. Bien qu'il n'y ait pas de nationalisation Trotsky écrivait au sujet du Mexique dans *les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste :*

« La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des «intérêts communs» de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers.
Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc. »

Chavez combat pour le leadership régional

Fort du prestige que lui confère le fait, surtout en Amérique latine, d'avoir survécu politiquement aux diverses tentatives de l'impérialisme US de le renverser, Chavez occupe une place politique de plus en plus importante sur le continent américain. L'arme du pétrole y concourt, qu'il s'agisse de fournir à bas prix les mairies sandinistes au Nicaragua (mais pas le pouvoir central), Cuba, ou encore ... le Bronx, mais aussi le gouvernement équatorien pour lui permettre de faire face à la grève des ouvriers du pétrole de ce pays (en septembre 2005). La rente pétrolière sert à appuyer des prétentions de plus en plus grandes, jusqu'à intervenir directement dans la campagne électorale présidentielle péruvienne pour soutenir un candidat contre un autre, ou téléphoner à Morales, en juin 2005, pour lui demander de contenir les manifestations.

Mais là encore il faut souligner que Chavez nourrit et prend appui sur la tendance forte des bourgeoisies nationales à chercher à gagner des marges de manœuvres face à l'impérialisme US.
Lors du dernier sommet des Amériques, tenu chez un autres des « amis » de Chavez, le péroniste argentin Kirchner, Chavez, Lula et celui-ci ont renvoyé aux calendes grecques le projet de zone de libre échange des Amériques défendu par Washington. Suite à cela, l'impérialisme US a passé des accords de libre échange avec le Pérou et la Colombie, et s'est apprêté à en faire de

même avec l'Equateur. Aussitôt, Chavez a annoncé le départ du Venezuela de la CAN, Communauté Andines des Nations (« *nations* » particulièrement artificielles sur un continent comme l'Amérique latine) dont elle était membre avec les trois pays cités et la Bolivie. Parallèlement Chavez, cherchant à entraîner Morales, a entamé les pourparlers d'adhésion au Mercosur, marché commun qui regroupe pour l'instant les pays du sud du continent et le géant brésilien.
Mais les pays du Mercosur envisagent eux aussi, en y mettant des conditions, de participer au projet impérialiste de zone de libre échange des Amériques ..!

CAN, Mercosur, en tout cas, pour Chavez comme pour ses confrères, les relations internationales ne sont pas l'affaire des masses, et ne visent pas à aboutir au seul objectif – a fortiori pour qui se réclame du socialisme – qui permette d'unifier le sous-continent : la fédération socialiste d'Amérique latine.
Mais pour s'engager dans cette voie, il faut rompre avec la loi du profit, avec le pouvoir du capital, celui des multinationales comme celui des bourgeoisies locales, notamment des grands propriétaires terriens. Telle n'est pas, on l'a largement vu, la voie de Chavez.

Pour la défense inconditionnelle du Venezuela contre l'impérialisme, dégager la classe ouvrière des filets du « bolivarisme »

En décembre 2005, les législatives ont vu l'élection d'une majorité écrasante pour Chavez. L'opposition, pour l'instant abattue comme on l'a vu, avait choisi de ne pas se présenter. L'abstention a été massive. En décembre 2006, se dérouleront des élections présidentielles, qui verront sans doute se reproduire le même scénario des législatives de 2005, d'autant que la bourgeoisie peut se faire au régime Chavez, qui joue un rôle sur tout le continent qui est celui défini par le vice-président Rangel dans une interview à *pagina 12*, une « digue » :
« *Maintenant je puis vous dire qu'ils ne peuvent diriger ce pays [en parlant de la droite-Ndlr]. Chavez est une digue de contention, une digue contre les bouleversements sociaux et les marchés comprennent cela. Ils savent. Les marchés sont beaucoup plus intelligents que les analystes politiques car ils ne peuvent jamais se permettre de perdre.* »

Tant que les cours du pétrole friseront les sommets, le succédané de « bolivarisme » aura des marges de manœuvre. Chavez ne serait pas le premier militaire sud américain à s'en prendre brutalement aux masses après avoir joué plusieurs années la carte du populisme – tout en préservant intacts les fondements de la société bourgeoise.

Les masses du Venezuela de leur côté ont remporté ces dernières années des succès non négligeables contre la réaction, malgré Chavez. Sous la « révolution bolivarienne » on a senti poindre la révolution prolétarienne.
Pour autant, leurs revendications les plus essentielles ne sont pas satisfaites et ne peuvent pas l'être par un régime qui émane de la caste des sous officiers et qui n'entend pas s'en prendre sérieusement à la propriété capitaliste.

Pour que leurs revendications et aspirations soient satisfaites, la dette extérieure doit être dénoncée, les latifundiaires expropriés, les grandes entreprises doivent être nationalisées sans indemnité ni rachat et placées sous le contrôle ouvrier réel et pas cosmétique. Au contraire de la forme d'autogestion (cf. la 1ère partie de l'article) actuellement existante, la nationalisation ne prend son sens que dans la mise sur pied d'un plan de production, rompant avec l'anarchie et la concurrence sauvage capitaliste, plan visant à produire en fonction des besoins. Autrement le « contrôle ouvrier » d'entreprises soumise à la loi du marché ne serait qu'un contrôle sur les condition de la concurrence, des licenciements, de tout le vieux fatras.

Pour aller dans cette voie, celle qui mène à la fédération socialiste de l'Amérique du sud, il faudra réunir les conditions de la venue au pouvoir d'un gouvernement qui soit celui des ouvriers, des paysans, des masses pauvres.

Impossible d'y aller si l'impérialisme reprend le contrôle direct du Venezuela, ce qui porterait un coup aux masses bien au-delà des frontières de ce pays. Cela les ramènerait en arrière et les assommerait. C'est pourquoi il faut se situer et agir autant que possible contre toutes les menaces et visées impérialistes qui pèsent sur le Venezuela.

Mais réunir les conditions de la venue au pouvoir d'un gouvernement au service des masses travailleuses, c'est lutter pour l'indépendance du mouvement ouvrier face au régime Chavez, contre toute confiance à celui-ci. C'est en particulier lutter contre la mise sous tutelle de l'UNT par le gouvernement, et pour la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire défendant le programme esquissé ci-dessus, et qui ne peut se construire qu'en rupture avec le « mouvement bolivarien ».

Le 2 juin 2006

Dernière minute

Serge Selleron

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec tristesse le décès de notre camarade Serge Selleron survenu le 6 juin 2006. Militant ouvrier à la RATP, trotskyste depuis 1950, combattant internationaliste, tout particulièrement durant la guerre d'Algérie, il fut membre du Comité dirigé par Stéphane Just à partir de 1984, puis du Cercle, jusqu'à ce que la maladie l'atteigne. Nous lui rendrons hommage dans notre prochain numéro.

On nous communique : Intervention au comité ferré CGT – RATP du 6 juin 2006

Sous couvert de prolongation et de renforcement de services, la direction a présenté aux organisations syndicales un projet qui, selon les termes d'un 1er communiqué commun, le 24 mai, de la CGT, SAT, SUD, indépendants, FO, CFDT et CFTC, " *remet en cause l'unicité du Métro et du RER, les règles d'embauche pour les jeunes conducteurs* ", les règles d'utilisation et de travail des personnels, " *la STC 15 et instaure de la flexibilité à la conduite* ".

Face à un tel projet, la conclusion est implacable : il faut obtenir le retrait du projet de la direction.
Nous nous sommes d'abord félicités de la réaction unitaire des syndicats, quand, dans ce communiqué commun que je viens de citer, ils " *exigent le retrait pur et simple de ce projet scandaleux* ". Et, en conclusion de ce communiqué, les organisations affirmaient que leur " *détermination pour le retrait de ce projet reste totale.* "

Et puis, la stupéfaction : nous apprenons que la CGT, ainsi que SUD, retire sa signature ! Au bout du compte, un nouveau communiqué signé par tous les bureaux syndicaux (y compris, cette fois-ci, par la CGC) : " *Ils demandent le gel de toutes décisions sur ce sujet* ", ce qui est radicalement différent de la revendication initiale qui a disparu : **retrait pur et simple du projet**. Et, puisque, en poursuivant le communiqué, on lit que les syndicats " *demandent l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les conditions de vie et de travail des agents* "; et aussi : " *En l'état, ces propositions sont totalement inacceptables* ", alors, tout le monde comprend qu'il s'agit bien plus que d'affadir la revendication, mais de prendre le contre-pied de l'exigence de retrait pur et simple du projet.

La question qui se pose est la suivante : Pourquoi la signature de la CGT a-t-elle été retirée du 1er communiqué ? Qui a décidé de désavouer les camarades qui avaient engagé le syndicat, aux côtés des autres organisations, pour " *le retrait pur et simple du projet* " ? Le tract CGT du 31 mai déclare d'entrée que " *la CGT n'a pas souhaité être associée au communiqué commun du 24 mai en l'état, car il est évident qu'il n'y a pas que les conducteurs qui verront leurs conditions de vie et de travail se dégrader...* ". C'est hypocrite ! La différence essentielle entre le 1er et le dernier communiqué, comme je viens de le montrer, c'est qu'on a escamoté l'exigence du retrait pur et simple du projet.
D'ailleurs, ce tract du 31 mai, après avoir dénoncé " *la prolongation de service* (qui) *se fait au prix d'une régression sociale jamais vue dans notre entreprise* " nous informe des décisions des organisations syndicales. Les voici : 2 communiqués, 2 demandes d'audience (STIF, direction générale) et une délégation à la séance CDEP Métro pour interpeller M. Lagrange... Voilà la " riposte " à cette " *régression sociale jamais vue dans notre entreprise* " !
Si la direction réussissait à faire passer son projet, alors les responsables seraient ceux qui ont cassé l'unité réalisée sur cette exigence.

Mais pour les conducteurs, les agents de manœuvre et des stations, les dés ne sont pas jetés. Je demande au comité ferré d'adopter l'orientation suivante :

- Le comité ferré exige le retrait pur et simple du projet de prolongation et de renforcement du service.
- Il demande au bureau syndical d'agir pour que l'unité des syndicats se reconstitue sur cette exigence.
- Il estime qu'un ultimatum devrait être adressé dans l'unité à la direction et que, si la direction ne cédait pas, les syndicats devraient préparer et décider de la lutte, la grève, jusqu'au retrait du projet.

(Après avoir fait traîner les choses, la direction CGT a soumis au vote... le fait de voter sur cette motion, une fois que le nombre de présents avait diminué. Sur 23 présents, 3 ont voté pour, 2 se sont abstenus, 1 n'a pas voté, le reste a voté contre la prise en considération).

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale